

Le Monde

idées

QUI TRAVAILLERA ?

Le chômage ne cesse de s'accroître. Qui, en dehors des chômeurs, s'en préoccupe sérieusement ? C'est la question que pose Martial Lemoine, tandis que Pierre Surault se demande si, derrière tout l'intérêt actuellement porté au problème démographique, ne se dissimule pas une volonté délibérée, pour réduire le nombre des sans-travail, de renvoyer la femme au foyer. Reste à savoir si l'utilisation croissante de robots pour accomplir les gestes répétitifs manuels ou intellectuels, jusqu'à présent exécutés par la grande majorité des salariés, ne conduit pas nécessairement, comme le croit Claude Legoux, à l'avènement de l'oisiveté de masse, faisant de la plupart des citoyens, comme dans la Rome antique, des rentiers de l'État.

Le chômeur cet inconnu

par MARTIAL LEMOINE (*)

De la météo marine aux bons conducteurs, en passant par Bison Futé, les bouquins et les beaux gagnants des dépanneurs tous risques d'Europe-Assistance, le tam-tam des vacances est terminé.

Télévision, radio et presse n'ont rencontré durant ces mois de congé que des Français bronzés, glorieux dans l'eau et des boulangeries fermées dans les villes. Seules les agences de l'ANPE sont restées ouvertes pour le pointage des chômeurs. On n'arrête pas le progrès social.

Il n'y a que quelques esprits curieux qui aient remarqué, à leur retour de vacances, qu'en leur absence on a rafalé le bitume des boulevards et ravalé les murs des souterrains de leur ville. Les vacances des autres sont devenues une annee pour les demandeurs d'emploi au rabais.

Pourquoi cette injustice, pour quoi ce silence à l'égard des Français de seconde catégorie ? Quel crime les chômeurs ont-ils commis pour ne pas avoir le même droit au travail que les Français qui ne pensent qu'aux vacances ?

De toutes les classes sociales opprimées, des immigrés aux han-

dicapés physiques, le chômeur est la seule victime dont les contes de fées font un bienheureux : il refuse de travailler, il travaille au noir, il est payé à ne rien faire, à vingt ans il est trop vieux, il ne veut pas créer d'entreprise, etc. Le docteur Spitzner, dans son musée des horreurs, n'aurait pu trouver plus beau profil pour décrire pareil monstre. La société capitalo-productiviste ne manque décidément pas de bons alibis pour camoufler son égolisme à l'égard de ceux qu'elle rejette comme des pestiférés.

Pour le pouvoir, il n'y a de crise économique que devant l'addition des pompes à essence. Pour l'emploi de nos 1 million 500 000 chômeurs, il suffit de

créer des contretravailleurs pour débusquer les faux chômeurs.

Pour les syndicats, ce n'est qu'une question d'indemnisation. La cinquième semaine de congés payés passe avant tout. Vive les vacances !

Pour les partis politiques, seules comptent la bombe à neutrons et la défense des droits de l'homme... chez les autres.

Pour tous, le drame professionnel et familial du chômeur n'existe pas. A l'heure des Français en vacances, il ne reste que la météo qui compte, 30 degrés dans l'eau, 25 sur la plage, ciel bleu, draps secs ! Le moral à zéro, le compte en banque en déconfiture et l'avenir sombre du chômeur ne sont que des ballivernes qui ne peuvent troubler que ceux qui sont déjà tombés dans le « trou » d'un licenciement.

Deux ans à attendre le dépannage

Notre société déshumanisée a plus de respect pour une bégote que pour un homme en proie à un licenciement abusif. Grâce à Europe-Assistance, on peut nous amener de suite par hélicoptère une pièce détachée pour nous dépanner sur l'autoroute. Celui qui perd son emploi sans préavis et sans indemnité devra attendre deux ans qu'un conseil de prud'hommes s'occupe de son employeur de payer. Durant deux ans, il n'a plus le droit de vivre. Notre justice a épousé son siège en se préoccupant davantage de ses vertus que des victimes des profiteurs de la crise.

Cette situation paradoxale ne s'explique que par l'ignorance d'une partie de nos concitoyens d'un phénomène social qui ne

les concerne pas puisqu'ils vivent de ceux qui travaillent pour eux. Plus l'État étend ses tentacules dirigistes sur le sort de chacun, plus il happe à lui des citoyens complices des conséquences de ses actes. Pour payer la sécurité de l'emploi des fonctionnaires, on bradait quelques entreprises privées qui ne pouvaient pas suivre le train des impôts et des charges sociales. La bureaucratie de l'État se paye en files d'attente devant les ANPE, de ceux qui n'ont pas choisi la fonction publique. Jamais deux catégories de Français aux origines sociales similaires n'ont eu des intérêts aussi diamétralement opposés. Pour les uns, un seul but : la « rallonge » et les vacances. Pour les autres : la crainte du dépôt de bilan et du chômage.

Sage comme un mortier

Indépendamment de cet aspect économique du chômage, il semble bien que l'on n'en mesure pas les autres conséquences sur le plan social et humain : le cancer du chômage sévit, parmi toutes les catégories d'individus, le nationalisme, le racisme, le sexisme, la délinquance et la délinquance de la famille. Pour les uns, ce sont les immigrés qui prennent le travail des Français et qui doivent déguerpir : la France aux Français ! Pour le patron raciste ou sexiste, c'est une bonne occasion de filtrer à l'embauche les juifs ou les femmes « qui ne veulent pas rester derrière leurs casseroles ». Le chômage est une drogue pour assourdir les politiques du café du commerce. Pour le chômeur désespéré et sans ressources, la délinquance peut être une tentation à laquelle il ne résiste pas devant l'insolence et l'opulence de ceux qui le rejette. Quant à la famille, de toutes les croix que le chômeur doit porter, elle est certainement la plus lourde et celle qui réside le moins au mal. Le mari à la charge de sa

femme peut, malgré lui, devenir un proxénète. Les hommes et les femmes sont désormais agacés devant le Code civil, mais les mentalités en la matière datent toujours d'un siècle. Une famille, même saine, ne résiste pas longtemps à un tel ouragan contre les idées reçues.

D'autres conséquences du chômage sont plus préjudiciables à l'économie du pays et à son essor. Le dynamisme de la peur et de l'angoisse créée par l'insécurité de l'emploi encourage les entreprises à préférer la routine de leurs acquis au risque de l'innovation et du changement. Le salariste sage comme un mortier sera préféré au « caractère ». C'est la France du bas de laine et de la terre qui se barricade contre la furie de vivre autrement des innovateurs.

Quant à la situation morale et matérielle des chômeurs, elle n'est pas aussi réjouissante que les mauvaises langues le prétendent. Moralement, ce sont des femmes et des hommes brisés par leurs vaines recherches d'un nouvel emploi, par les critiques des inconscients, et accablés aux privations. Le chômeur n'est pas payé à ne rien faire, mais uniquement pour survivre avec des dettes. Il ne peut plus payer le crédit-bail de la belle époque où il voulait devenir propriétaire. Notre société matérialiste sait vendre du rêve, mais elle sait aussi envoyer des huissiers aux victimes de sa publicité.

A l'heure de la télématique, de la robotique, le vingtième siècle risque de n'être finalement que celui où l'homme sera redevenu aussi « bête » que le singe puisque l'« intelligence » d'un robot peut être plus apprivoisée que celle d'un homme. Les experts nous experts prévoient d'ici peu deux millions de chômeurs. Ce sera peut-être le « tube » de l'été de M. Raymond Barre en 1981.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Surault.

Imprimé par la S.A.R.L. le Monde.
5, rue de la Harpe
75001 Paris
1980

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 5747.

La femme au foyer ?

par PIERRE SURAULT (*)

Les pouvoirs publics, certains hommes politiques manifestant de plus en plus d'intérêt pour la démographie ? Pourquoi ? Il est curieux que, dans un régime où le pilotage à vue paraît être la règle, on se préoccupe à ce point d'un insuccès de fécondité dont les conséquences ne se feront gravement sentir que dans une trentaine d'années. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un phénomène nouveau puisqu'il date de 1963, l'indicateur conjoncturel de fécondité étant passé de 2,90 enfants par femme en 1964 à 2,47 en 1970, pour atteindre 1,93 en 1976 (1,95 en 1978).

Une hypothèse vient à l'esprit, basée sur le fait que l'économie prime le social, comme vient à l'esprit la conférence de l'Organisation internationale du travail (1) : le véritable objectif ne serait-il pas de réduire la propension au travail salarié des femmes, de les « ramener à la maison », suivant la formule consacrée ? Ce serait un moyen de limiter la progression d'un chômage, dont elles représentent plus de la moitié et qui, selon les experts les plus qualifiés, risque, dans les années qui viennent, de prendre des proportions explosives. Quel meilleur moyen d'atteindre cet objectif que d'inciter les femmes à avoir davantage d'enfants ? Le pourcentage d'actives, de 60 % après une première naissance, passe à 59 % après la deuxième, 58 % après la troisième et 54 % après la quatrième (2). En milieu ouvrier, comme le notait Jean-Claude Deville, « la fécondité est très faible dès que la femme est elle-même ouvrière » (3).

Or, l'appel important aux ouvrières, généralement femmes d'ouvriers explique le fort accroissement des taux d'activité féminine jusqu'en 1975. De 1968 à 1974, la population active s'est accrue de six cent mille personnes, dont cinq cent trente mille femmes. Avec la crise, cet appel s'est tari — dès 1975, le taux de chômage des ouvrières atteignait 8,8 % contre 4 % pour les ouvriers. La stratégie de réduction des coûts de la main-d'œuvre,

basée pendant plusieurs années sur l'emploi de travailleurs immigrés et de femmes, passe de plus en plus, du moins pour les grandes entreprises par les investissements en pays sous-développés et l'appel à la main-d'œuvre locale, également non qualifiée mais beaucoup moins coûteuse.

Beaucoup ont été surpris de constater que, malgré l'accroissement du chômage, les femmes ne s'étaient pas retirées du marché du travail. Leur désir d'exercer une activité professionnelle ne se dissimule pas, que ce soit pour des raisons financières ou pour affirmer leur autonomie, ce désir étant accru par l'accroissement général du niveau d'instruction.

Cette transformation des mentalités n'est pourtant pas nécessairement irréversible. Les jeunes femmes ont eu une éducation, aussi bien dans leur famille qu'à l'école tendant à promouvoir le rôle de la femme au foyer, sa vocation maternelle. Cette idéologie inscrite au tréfonds des consciences peut revenir assez rapidement à la surface, en particulier chez les femmes et chez les hommes — des milieux défavorisés, dont les moyens culturels de défense sont réduits. Une campagne bien orchestrée en ce sens, ajoutée à des stimulants financiers en faveur de la fécondité, agissant en priorité, là encore, sur les milieux défavorisés, devrait se révéler efficace, en entraînant les femmes qui ne s'occupent pas de leurs enfants et en redonnant aux maris leur privilège apparent de « pourvoyeur financier » du ménage.

La tendance au retour des femmes au foyer, en particulier de milieu modeste, ne peut qu'être encouragée par le travail déqualifié, sans intérêt et peu rémunéré qu'elles exercent souvent ; si l'on songe que le partage des tâches ménagères est loin d'être encore une pratique généralisée, notamment dans les milieux peu favorisés, les conditions de vie des femmes restent bien souvent peu enviables. La tentation de rester au foyer, après la venue d'un troisième enfant, avec le surcroît important de travail qu'elle implique, risque d'être très forte.

Une frustration grandissante

Enfin, la dévalorisation croissante des diplômes obtenus pourrait aller dans le même sens avec la frustration grandissante engendrée par le décalage entre l'emploi espéré et celui qu'on a obtenu — si tant est qu'on s'y soit parvenu. Ce facteur joue d'ailleurs, bien sûr, au niveau des classes moyennes ou supérieures : c'est ainsi que, parmi les femmes de moins de trente-cinq ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, 22,7 % étaient cadres administratifs supérieurs en 1972, contre 20,8 % en 1962, et 42,1 % étaient employées de bureau contre 32,7 % en 1962 (4).

Bien que le pouvoir ne cesse de répéter qu'il ne veut pas contraindre le développement de l'activité professionnelle des femmes, il semble bien que tel est le vrai ressort des politiques natalistes.

(*) Membre-assistant à la Chaire de droit et des sciences économiques de l'Université de Paris.

(1) Voir le Monde, 28 juin 1980.
(2) Voir Population et Société, n° 102, mai 1977.
(3) Activité féminine et fécondité, Economica et statistique, n° 83, octobre 1971.
(4) Voir M. Prugnot, Les Diplômes supérieurs des femmes, Savat, 1977.
(5) Ce qui semble pourtant principalement visé par les mesures d'incitation financières, comme « le million » pour la troisième enfant, véritable incitation aux divorces.

Vers l'oisiveté de masse

par CLAUDE LEGOUX (*)

LORSQUE les armées romaines eurent commencé la conquête systématique du monde antique, les marchés de la ville virent arriver un flot de plus en plus abondant d'esclaves, hommes et femmes, de tous âges et de toutes conditions. Achetés par les propriétaires fonciers et les entrepreneurs, ils produisaient vivres et marchandises à bien meilleur prix que les paysans et les artisans romains. L'esclave en effet, capturé adulte, déjà éduqué et formé, mort généralement avant d'avoir perdu en vigueur et n'avait d'autres exigences que la nourriture nécessaire à la conservation de sa capacité de travail, ne coûtait finalement pas cher, tant que l'on est assuré de pouvoir le remplacer facilement, au fur et à mesure. Les citoyens romains, devenus chômeurs, n'en furent pas pour autant réduits à la misère, ou à la révolte. Ils devinrent les rentiers de l'État, qui percevrent une taxe sur la production des esclaves et sur les tributs des provinces conquises, leur versa une allocation, qui permit à chacun de mener une vie oisive, et somme toute assez agréable, mangeant à sa faim et se distrayant : *Panem et circenses* (1).

La technologie moderne est en train de fabriquer une multitude d'esclaves mécaniques, qui vont, dans tous les domaines de la production et des services, concurrencer avantageusement les travailleurs humains. Bientôt seront les activités qu'un automate, commandé par un ordinateur, ne pourra pas assumer.

Les prototypes à l'essai d'usines presse-boutons ne sont que l'avant-garde qui ne laissera subsister que quelques ingénieurs et quelques bacheliers. Toute la gestion des entreprises et des administrations sera informatisée. L'agriculture elle-même deviendra une industrie automatisée. Et ce n'est pas de la science-fiction. Tout cela, on sait déjà le faire. Il ne s'agit que de mettre au point la standardisation.

Absorber la production

Tout geste répétitif, aussi précis et délicat soit-il, peut être exécuté par un robot. Or la fabrication de n'importe quel objet courant, du verre à boire à l'automobile, depuis la matière première jusqu'au conditionnement, n'est qu'une suite plus ou moins complexe de gestes répétitifs. Naturellement, plus la chaîne est longue, plus elle comporte de sous-ensembles, et plus elle nécessite d'investissements, et doit donc s'amortir sur un plus grand nombre d'unités. Un robot, d'ailleurs, n'aura que peu de rapports avec les silhouettes humanoïdes popularisées par les romans, car il se définit comme un couple : machine-ordinateur.

Il n'y aura des opérations manuelles répétitives comme des gestes répétitifs. Elles seront effectuées par des robots intellectuels, qui, rivalisant déjà avec les meilleurs joueurs d'échecs, remplacent fort bien la

plupart des employés de bureau, et pas seulement ceux de la base. Une bonne part des décisions leur seront confiées.

Il restera toutefois quelques problèmes importants à résoudre. En tout premier lieu, il faudra absorber la production des esclaves-mécaniques. Car il est évident que, si le propriétaire, privé ou collectif, d'une usine travaillant pratiquement toute seule ne paye aucun salaire, et si la plupart des autres usines sont dans le même cas, personne ne pourra plus acheter les marchandises produites. Il faudra donc que la collectivité verse à chaque citoyen une rente, perçue sur la production des robots. La population sera constituée d'une masse d'oisifs, percevant une sorte de minimum vital, et d'une minorité de travailleurs, aux confortables émoluments. Car ne travailleront que ceux qui en auront besoin, et qui seront motivés, soit par l'attrait intrinsèque de leur tâche, soit par un salaire élevé.

Mais alors un second problème découlera de la solution de premier. Que feront les oisifs de leur temps ? Ce sera, sur une plus grande échelle, le problème qui se posait aux aristocrates de naguère. Il est probable qu'un bon nombre de ces nouveaux rentiers s'ennuieront dans l'alcool, la drogue, le débauche, la délinquance, ou simplement la folie. Mais d'autres se livreront à des activités artistiques ou ludiques, qui suffiront à meubler leur existence. De toute façon, la production des génies et des imbéciles ne devrait pas beaucoup varier. Quant à la proportion des esclaves, dans la mesure où l'organisation politique se montrera plus ou moins répressive.

Le dernier problème sera celui des rapports avec le tiers-monde. La prise en charge par l'Occident de l'intégration progressive de ces peuples à la civilisation des loisirs serait parfaitement concevable. Mais il y faudrait un grand courage, une grande abnégation et une grande lucidité. Toutes qualités qui ne sont pas à la hauteur de l'intelligence des civilisés. Bien rares seront ceux qui envisageront avec sang-froid de passer leur temps et de risquer leur vie, sans la moindre espérance de gratitude, pour faire le bonheur, malgré eux, de gens qui ne les comprendront pas.

Il est à craindre que l'élimination des gènes et des bouches inutiles — sans intervention directe, d'ailleurs, par simple abstention, en laissant se croiser toujours un peu plus le foetus qui sépare déjà les peuples riches des peuples pauvres — ne paraisse la solution la plus facile. Car si l'oisif insatiable se réfugie volontiers dans des dérivatifs aberrants, l'oisif comblé se mure facilement dans un égocisme implacable. A moins que ce nouvel environnement ne finisse à la longue par favoriser les mutations saines. Mais alors il s'agirait d'une autre espèce, l'homme sapiens étant définitivement remplacé par l'homme moralis.

(*) Une bonne poye et la jete (traduction libre).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de la Harpe
75001 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. Paris 4897-33

ABONNEMENTS
12 mois 6 mois 3 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
225 F 211 F 461 F 550 F

TOUTES PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
387 F 661 F 825 F 1200 F

STRANGLER
(par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAÏS-BAS
225 F 265 F 535 F 725 F

II. - SUISSE - TURQUIE
225 F 265 F 535 F 725 F

Par voie aérienne
à l'heure de départ

Les abonnés qui paient par chèque postal (code 4000) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : donner l'ancien et le nouveau numéro de la revue.

Les abonnés qui paient par chèque postal (code 4000) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : donner l'ancien et le nouveau numéro de la revue.

Les abonnés qui paient par chèque postal (code 4000) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : donner l'ancien et le nouveau numéro de la revue.

Les abonnés qui paient par chèque postal (code 4000) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : donner l'ancien et le nouveau numéro de la revue.

Les abonnés qui paient par chèque postal (code 4000) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : donner l'ancien et le nouveau numéro de la revue.

Les abonnés qui paient par chèque postal (code 4000) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : donner l'ancien et le nouveau numéro de la revue.

Les abonnés qui paient par chèque postal (code 4000) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : donner l'ancien et le nouveau numéro de la revue.

Les abonnés qui paient par chèque postal (code 4000) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : donner l'ancien et le nouveau numéro de la revue.

Les abonnés qui paient par chèque postal (code 4000) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : donner l'ancien et le nouveau numéro de la revue.

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

DES ABRIS

CONTRE L'ATTAQUE NUCLÉAIRE

Des abris privés anti-atomiques, pour quoi faire, si rien n'est prévu pour protéger et secourir les survivants d'une guerre nucléaire ?

Enquête de Jacques Isnard.

L'AUTOCHRONIQUE

D'UN TERRORISTE ALLEMAND

Horst Mahler, avocat berlinois et théoricien de la « bande à Baader », vient de passer neuf ans en prison.

Interview de Philippe Ganière-Raymond.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 5747.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 5747.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 5747.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 5747.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 5747.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 5747.

LA SITUATION EN POLOGNE ET SES PROLONGEMENTS INTERNATIONAUX

Tout vinge, sauf la direction

(Suite de la première page.)

La radio et la télévision aussi ont parlé de tout cela et sont d'ailleurs devenues très amusantes. Inattendues. On ne sait jamais, lorsqu'on ouvre le poste, si l'on va entendre la traditionnelle « tout va bien dans le meilleur des mondes », ou, au contraire, le ton new-look : une information orientée, prudente — d'ondes contraires, — mais qui n'est plus de la désinformation systématique. Un intellectuel de l'opposition : « Nous traversons une phase de socialisme à visage paillard. » Les premiers moments d'incrédulité et de stupeur passés, toutes les couches sociales, l'une après l'autre, entrent dans le mouvement. Les unions professionnelles des chimistes, des artistes, etc., veulent se transformer en syndicats libres. Les médecins, les architectes, les professeurs, les instituteurs, veulent le leur. Ils ne se contentent pas en grève : ils consultent des juristes pour agir dans l'ordre et sans excès superflus puisque la vague du renouveau, toujours plus puissante, les porte.

Depuis mercredi matin, les syndicats indépendants de Haute-Silésie se sont ajoutés à ceux du littoral baïlique. Ce n'est pas Katowice, la capitale régionale, ville-charbonnière et grise sous ses nuages de fumées industrielles, qui a donné le branle. Mais la combat, mais les mines de Jastrzabka, à une cinquantaine de kilomètres de là, près de la fron-

tière tchécoslovaque. Jeudi 28 août, à 14 heures, à la mine du Trentanin, au moment où la deuxième brigade va descendre, un jeune homme finit et rondouillet prend soudain la parole : « Le litral fait grève et lutte pour ses droits. » On s'arrête, on l'écoute. Les directeurs se précipitent : « Messieurs, que faites-vous ? » Le jeune homme : « Oui, que faisons-nous, la grève ou pas ? » « La grève ! », répondent les mineurs. Et c'est parti pour l'assemblée générale. Les revendications (les vingt et une de Gdansk plus vingt-cinq propres), le réseau téléphonique d'alerte, reliant les mines entre elles, que l'on utilise pour éviter les autres puits : et bientôt 25 mines et 27 usines diverses sont en grève, en tout 300 000 grévistes environ dont 200 000 mineurs ; et naturellement un M.K.S. — comité de grève inter-entreprises, — est créé. On ne commença à connaître l'ampleur de l'événement à Varsovie que mardi dans la journée et elle explique, en partie sans doute, la hâte avec laquelle ont été conclues les négociations de Gdansk et de Szczecin.

Mardi, 11 heures du soir, les bâtiments administratifs de la mine du Trentanin se détachent du brouillard, humides et creusés. Depuis le matin, un vice-premier ministre, M. Kopic, venu coiffer le ministre des mines, négocie avec le M.K.S.

Les résultats en assemblée générale. La salle est bondée d'hommes uniquement, jeunes pour la plupart (moyenne d'âge de ces mineurs : 28 ans), debout et attentifs. Sur le podium, debout aussi, devant les autres membres du comité, et à côté d'une statuette de sainte Barbe, patronne des mineurs, Marian dit ce qui a été obtenu : la syndicalisation du local sera achetée avec les fonds du défilé syndical officiel (7) ; le samedi, jour férié à compter de l'année prochaine (énorme ovation), la retraite à 50 ans pour les mineurs de fond, le rattachement du barème des heures supplémentaires qui ne seront plus obligatoires ; les statuts de sainte Barbe qui seront posés dans chaque mine, etc.

Ces hommes rudes, déjà abîmés par leur métier, le regard fasciné par ce qu'annonce Marian, par son sourire, son aisance, par la victoire... La tâche est la même lancée à chaque instant le flot-flot et l'air de « Cent ans, qu'il vint cent ans ! » On termine par l'hymne national et des embrassades sans fin, maladroites et hâtives.

« Et maintenant, vous allez prendre contact avec les syndicats de Gdansk ? »

Le vide du pouvoir

Les Polonais — le calme et l'intelligence politique des grévistes l'ont montré — savent parfaitement qu'ils ne peuvent pas aller trop loin et qu'ils limitent leur imposition leur situation géographique. (« La Pologne, aime-t-elle M. Gomulka, ne se trouve pas en Australie. ») Ce qui explique aujourd'hui, grandit chaque jour, une formidable aspiration à la modernisation du système politique, à la rationalisation de l'économie, à la reconnaissance des capacités d'initiative de chacun et de la société tout entière à prendre part à la gestion des affaires publiques.

Il suffirait d'un minimum d'audace pour répondre à cette volonté collective et à la transformer, dans le cadre du système politique et du système d'alliance de la Pologne, en un atout créateur. Mais, au lieu de prendre la tête du mouvement, de l'accompagner au moins, le parti, par son silence, n'arrive qu'à une chose : faire comprendre qu'il n'a signé, dimanche, que contraint et forcé, et que tout ce qui se fait depuis se fait contre lui.

Le Diète (Parlement) est convoquée pour le vendredi 12 septembre à Varsovie. Le parti de M. Babuch (démocrate) — de son poste de premier ministre par le plénum du 24 août — et son remplacement par M. Piskorski (2).

« Les soldats ne sauraient être indifférents » à l'affaiblissement du « moral » et de l'unité de la nation » écrit le journal de l'armée

Varsovie (A.F.P.). — Le journal du « Soldat », journal de la défense écrit, jeudi 4 septembre, que l'armée s'inquiète d'une éventuelle aggravation des conflits sociaux.

Le colonel Woloski affirme que « les soldats ne sauraient rester indifférents au fait que le moral et l'unité politique de la nation constituent l'une des sources fondamentales de la victoire de nos forces armées, et que toute faiblesse dans l'unité de la nation serait dirigée contre la nation polonaise ». Selon le journal, les tâches qui incombent au parti ne sauraient être accomplies que dans une ambiance de rassemblement et de calme, et dans la compréhension des conditions dans lesquelles une amélioration peut être obtenue.

M. Jagielski annonce l'octroi de nouveaux crédits soviétiques

Varsovie (A.F.P.). — L'U.R.S.S. a accordé à la Pologne un « crédit financier supplémentaire » pour l'achat dans les pays occidentaux de matières premières nécessaires à l'industrie légère, chimique et sidérurgique, a indiqué le vice-premier ministre polonais, Mieczyslaw Jagielski (1). Dans une déclaration recueillie par l'agence PAP et diffusée dans la soirée du 3 septembre, M. Jagielski, qui a dirigé la commission gouvernementale chargée de négocier avec les grévistes de Gdansk, a dit que « d'autres pays socialistes se sont montrés compréhensifs et se sont déclarés prêts à accélérer et à élargir leurs livraisons de matières premières et de produits agricoles et alimentaires ». Cette aide, a-t-il

— Evidemment !
— Pour créer une confédération des syndicats libres ?
— Bien sûr que oui !

Au plénum du comité central de samedi, qui a donné le feu vert à la signature des accords de Gdansk, personne, faute d'avoir une autre politique à proposer, ne s'était opposé ouvertement aux concessions faites aux ouvriers. Mais les réactions évidentes ou perceptibles étaient très fortes, et la parole a été saisie pour les hommes qui ont imposé le dialogue — MM. Olczowski, Jagielski, Barcikowski, Karkowicz (premier secrétaire de Varsovie), Kania (responsable de l'armée et de la police) — et aussi pour M. Gierak, dont les interventions ont été étonnamment accueillies et qui s'est montré une fois au moins désemparé par cette atmosphère.

Même parmi ces hommes et ceux qui les ont soutenus, l'unité n'est pas totale et même ceux qui volent dans le compromis un recul tactique et nécessaire pour sauver l'essentiel et ceux qui, à des degrés divers, sont disposés à jouer la carte de l'élan qui soulève le pays.

La POUP, « force dirigeante » de la Pologne, ne réunira pas son comité central avant l'ouverture de cette session qui devrait être pour l'occasion de mobiliser le pays et de lui ouvrir des perspectives. La Pologne se cherche, se trouve. La parti s'est perdu dans sa stupeur, ses rancunes internes, ses paralyse. Dans sa peur des réactions de l'U.R.S.S. aussi, à laquelle M. Jagielski a tenu à rendre, mercredi soir, un hommage appuyé en révélant qu'elle venait de consentir un important prêt en devises à Varsovie. Le vide du pouvoir s'approprie depuis dimanche.

BERNARD GUETTA.

(1) Les locaux du syndicat étant la propriété de l'organisation nationale, il n'était pas possible d'en disposer dans le cadre de cette négociation.

(2) Le Diète doit aussi entériner le programme d'action du gouvernement, élaboré avec les syndicats officiels, pour faire face aux revendications. Déjà, un blocage des prix de quarante-sept produits alimentaires de base, de quarante-cinq produits médicaux a été annoncé. En outre, les ventes plus dans les magasins de transport et des soins sont suspendus, des articles de confection en cuir, des chaussures, des articles de radio et de télévision et des matériaux de construction de produits chimiques et ceux qui sont à destination pour le marché intérieur.

peut être obtenue. « Toute action qui menacerait les fondations de notre société nationale se heurterait à une action en retour appropriée », écrit encore le journal.

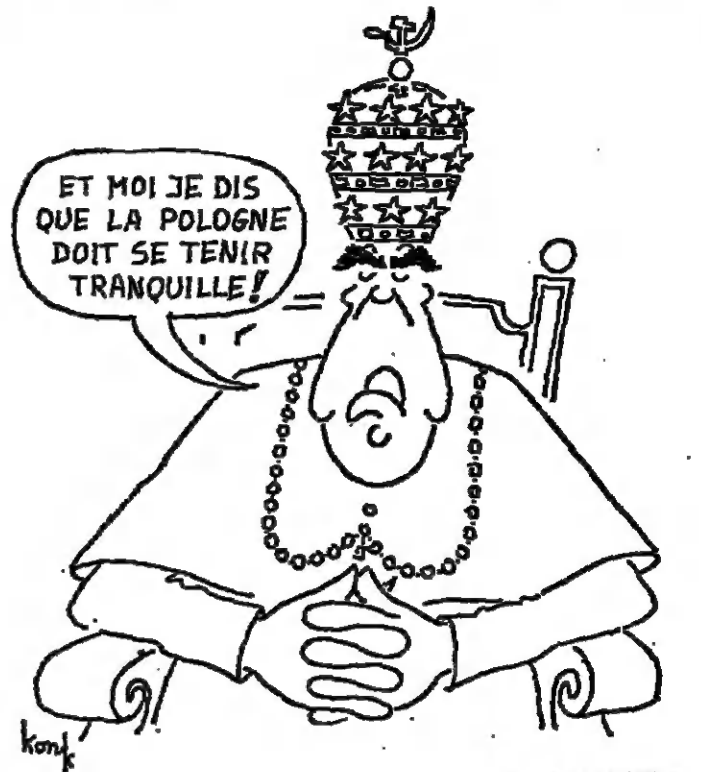
Pour Zolnierowicz, et si dans une partie de la Pologne la situation semble inquiétante, c'est que le moment peut venir où son évolution pourrait paraître contraindre pour tout cas politiques mondiaux qui, à plusieurs reprises déjà, ont pris une attitude résolument hostile à l'encontre de ce pays. C'est un fait patent que, malheureusement, au cours des semaines qui viennent de s'écouler, des éléments antisocialistes ont essayé d'entraîner dans certaines équipes ouvrières (...).

insisté, sera remboursée par la Pologne, une fois « stabilisée » la situation économique. M. Jagielski a également fait l'apologie de la coopération avec l'U.R.S.S., déclarant : « L'U.R.S.S. a été, et sera notre premier partenaire commercial. C'est une vérité aussi évidente que les avantages qui en découlent pour la nation polonaise. A l'exception d'une poignée d'adversaires du socialisme, personne ne la met en doute. » Évoquant la coopération entre la Pologne et les autres membres du Comecon, le vice-premier ministre a déclaré : « L'importance de cette coopération est encore plus évidente dans les moments difficiles. Chaque fois qu'un pays frère a traversé des moments difficiles, nous nous sommes portés à son aide. Quand nous avons eu des problèmes difficiles à surmonter, nous avons reçu l'aide de l'U.R.S.S. et de nos autres partenaires du Comecon. C'est encore le cas aujourd'hui. »

Mon pays a acquis un droit moral à l'indépendance et à la souveraineté déclare Jean-Paul II

Depuis le début des troubles en Pologne, Jean-Paul II s'était imposé de ne pas prendre position en public sur ces événements. Mercredi 3 septembre, au cours de l'audience générale accordée à un millier de pèlerins polonais, il est sorti de sa réserve. Le pape a profité de l'occasion que lui offrait le quarante et unième anniversaire de la deuxième guerre mondiale. Il a rappelé « l'horrible violence »

l'Union soviétique. L'agence s'appuie, en en modifiant quelque peu le sens, sur un article de Trybuna Ludu qui met l'accent sur l'alliance polono-soviétique, mais note que « les forces antisocialistes ont échoué dans leur tentative de récupérer l'agitation sociale ». Tass affirme que ces forces « continuent de façonner leur activité subversive ». En revanche, la télévision sovi-



(Dessin de KONE.)

faite à sa patrie et les six millions de Polonais qui ont péri entre 1939 et 1945. En raison de ses énormes sacrifices, a-t-il dit, la Pologne a acquis « un droit moral à l'indépendance et à la souveraineté ».

Il a poursuivi : « La souveraineté signifie la juste droit à l'autodétermination et le respect de ce droit qui est essentiel aussi bien à l'ordre international qu'à l'ordre moral international. Nous devons prior pour que cet ordre international soit respecté en Europe et dans le monde entier et pour que ni notre patrie ni aucune autre nation ne soient victimes d'agression ou de violence. »

« J'ai le droit et le devoir de parler de ce problème, a dit encore Jean-Paul II, non seulement parce que je suis Polonais, mais aussi dans le cadre de ma mission. »

À MOSCOU, l'agence Tass poursuit sa campagne contre « les éléments antisocialistes » en Pologne. Dans un commentaire publié mercredi soir, elle accuse ces éléments de mener « sans cesse leur activité subversive » et affirme que, malgré la reprise du travail, « des forces hostiles à la Pologne (...) cherchent à saper les liens du pays avec

tique a diffusé, mercredi soir, un commentaire plus nuancé. Après avoir mis en cause les Occidentaux, le commentateur a affirmé qu'après les grèves « les basses du socialisme sont restées indémontables en Pologne » et il félicite les travailleurs pour n'avoir pas « cédé aux provocations de ceux qui souhaitent utiliser le mouvement pour enfoncer un coin entre la Pologne et les autres pays socialistes ».

À BERLIN-EST, l'agence A.D.N. affirme que « la presse et certains hommes politiques des pays impérialistes se mêlent effrontément des affaires de notre pays frère la Pologne ». Pour sa part, Neues Deutschland s'en prend à « l'impérialisme occidental », qui, selon ce journal, « n'a pas renoncé à reconquérir les régions qu'il avait prises en Pologne ».

À BONN, le porte-parole du gouvernement a indiqué que des discussions étaient en cours au sein de l'O.T.A.N. et de la Communauté européenne au sujet de la mise au point d'un nouveau plan d'aide à la Pologne. Il a précisé que les mesures étudiées ne devaient pas être considérées comme une ingérence dans la vie économique et politique de la Pologne.

En Silésie : « Une grève d'honnêtes gens »

Journaliste ? Avec une fureur contenue, un membre du comité de grève vous attrape par les épaules pour expulser immédiatement : « On vous attendait plus tôt, maintenant c'est trop tard. » Malintendu ? Il croyait qu'il s'agissait de la presse polonaise. Il faudra encore une bonne demi-heure pour vaincre les défiances dont le précieux lauréat du M.K.S. de Gdansk passe finalement raison.

Première explication : « L'organisation est stricte car nous menons une grève d'honnêtes gens. Ici, les gens sont honnêtes. La seule chose qui les intéresse, c'est leur travail. Ils n'ont jamais cherché à faire de la politique. Ils ont de bons salaires et, depuis 1921, il n'y avait jamais eu une seule grève de mineurs silésiens. » Alors, pourquoi maintenant ?

« Parce que », « l'atmosphère de Gdansk a joué : comme ça, tout ça nous a permis de réfléchir à ces syndicats libres et à la liberté d'expression, de comprendre ce que nous pensions au fond de nous-mêmes. »

Ensuite, l'état de l'économie : la mauvaise gestion crissante, l'inflation qui « mange les heures supplémentaires », les deux dimanches par mois de travail, en théorie volontaire en pratique obligatoire, l'augmen-

tation des cadences et la baisse parallèle du niveau de vie. Pourquoi demander la fin de la censure ? Réponse : « C'est tout à fait humain. On veut qu'on cesse de nous mentir. Nous voulons des syndicats absolument libres de toute ingérence et la suppression des syndicats officiels dans les mines. » Et si des mineurs voulaient en rester membres ? Air choqué de tous : « Il n'y a pas de mineurs de ce genre. Si les syndicats officiels restent en place, ce ne peuvent être que des manœuvres possibles. Avec les syndicats libres, nous pourrions être démocratiquement responsables et les changer quand il le faudra. Nous ne sommes pas contre le socialisme : nous voulons que la Pologne reste telle qu'elle est, que la part faite de ce qu'il doit faire à son niveau, mais que nous pensions, nous, nous occupons, en tant que syndicats, de nos affaires. »

Un membre du comité de grève : « Le système en tant que tel est le meilleur qu'on puisse imaginer. Mais il faut changer le Japon d'où il est exercé le pouvoir et que ces gens qui ont des comptes en Occident cessent de s'enrichir et commencent à réfléchir à ce qu'il faut faire pour que le pays soit ce qu'il devrait être. »

honte de certains dirigeants de l'Etat, de l'économie ou du parti, commencent pourtant, et pas seulement à la télévision (le Monde du 4 septembre), à faire rectifs.

Mais, retour en Silésie, à la mine du Trentanin. Les membres « sans parti » du comité de grève : « Nous voulons améliorer les choses : les syndicats indépendants auront le rôle du parti d'opposition qui n'existe pas en Pologne et créent une libre concurrence entre deux représentations. »

Il ignore apparemment que c'est précisément là la hantise du pouvoir qui a obtenu des grévistes de Gdansk l'engagement que les syndicats ne tentent jamais de jouer le rôle d'un parti.

Marian, délégué du M.K.S., jeune premier aux cheveux blancs, entra en coup de vent, faisant le « V » de la victoire : les négociations sont finies, gagnées, il faut aller annoncer

UNE MISE EN GARDE DU P.S. « CONTRE TOUTE TENTATION D'INTERVENTION » EXTERIEURE

Le bureau exécutif du parti socialiste, réuni mercredi 3 septembre, a publié la communication suivante : « Au moment où se met en place un processus riche d'évolutions vers plus de démocratie en Pologne, le P.S. met en garde, au nom même de la détente en Europe et de son avenir, contre toute tentative d'intervention dans les affaires intérieures de ce pays. Il s'agit d'un sujet de certaines déclarations parues dans la presse soviétique. » Le P.S. constate que les grévistes ont obtenu gain de cause « par la lutte, et l'on peut admettre leur courage, par les négociations, et l'on doit féliciter tous les Polonais pour leur capacité à régler entre eux leurs problèmes, pour leur sang-froid et leur sens des responsabilités. »

Sotheby Parke Bernet
Londres Zurich Genève New York

prépare ses ventes de
- Genève - Novembre 1980
BIJOUX-ORFÈVRES
BOITES EN OR ET OBJETS RUSSES
miniatures, montres et pendules

Croix en émail sur
et rivière, XIXe siècle
(Collection Hope) - vente
Zurich mai 1980
250 000 Francs Suisses

Les personnes désireuses de soumettre leurs bijoux et objets
en vue de cette vente pourront rencontrer nos spécialistes

à MONACO
Jendi 11 et vendredi 12 septembre :
orfèvrerie, objets de vitrine, bijoux

à PARIS
du mardi 9 au jeudi 11 septembre :
orfèvrerie, objets de vitrine
du lundi 15 au vendredi 19 septembre :
bijoux

à GENEVE
Lundi 22 septembre : bijoux

veuillez contacter

MONTE-CARLO Spartaco d'Arco tel. (09) 30.88.80	PARIS 3, rue de Valenciennes tel. (1) 266.40.00	GENÈVE 24, rue de la Cité tel. (2) 21.31.77
--	---	---

LES FAITS.

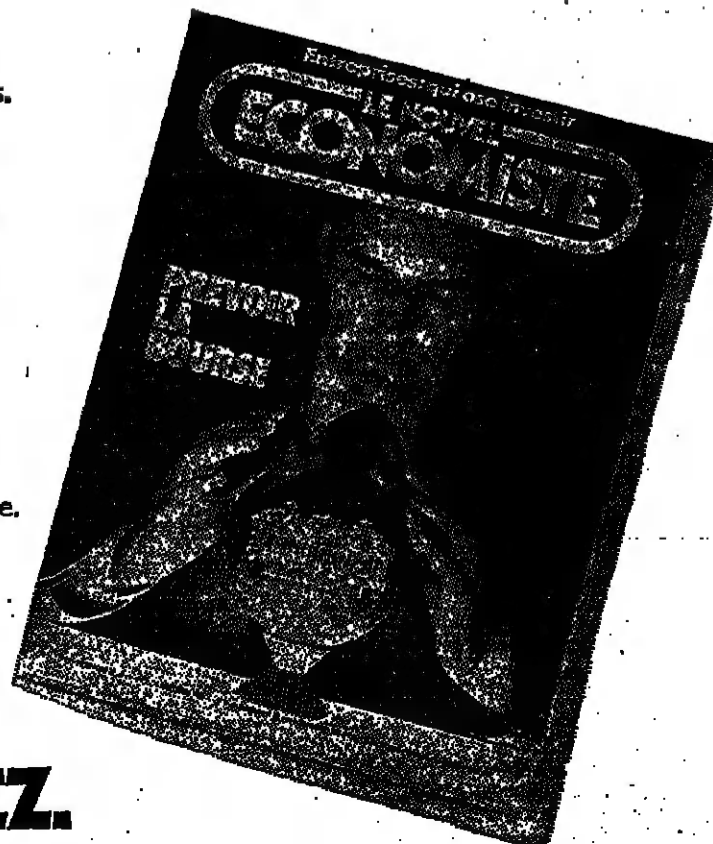


L'EFFET.



L'OPEP a le sourire. La Bourse, elle, a la fièvre.
Pas d'interprétation là-dedans, mais des faits. Et leurs conséquences, concrètes, vérifiables.
Sans devoir d'école sur les hypothèses ni dissertation sur les doctrines.
C'est ce qu'attendent aujourd'hui les vrais décisionnaires. C'est ce que leur apporte le Nouvel Economiste.
Chaque vendredi, le Nouvel Economiste informe, analyse et commente, sans œillères ni parti-pris. Et bien souvent avant tout le monde.
L'économie générale, l'emploi, l'importation, le commerce, la finance, les entreprises, les hommes, les syndicats, l'innovation, les techniques... Tout est abordé, tout est fouillé, tout est clairement exposé.
Le Nouvel Economiste ne propose pas une réflexion sur l'économie: le Nouvel Economiste donne à ceux qui décident les éléments qui leur permettront de prendre leur décision en connaissance de cause. Qu'il s'agisse de leur vie professionnelle ou de leurs affaires privées.
Savoir pour agir, et non pas savoir pour savoir. C'est la volonté du Nouvel Economiste. Et c'est celle des hommes qui le lisent.

**LE NOUVEL ECONOMISTE.
NOUS INFORMONS. VOUS DECIDEZ.**



مكتبة من الأصول

Vanuatu

De notre correspondant

tié des délégués, de nombreux syndicats s'étant abstenus. M. Evans, secrétaire général du plus important syndicat britannique, celui des transports (T.G.W.U.), a souligné l'ambiguïté de ce vote et a réitéré son opposition à toute politique des revenus qui ne peut aboutir selon lui qu'à un freinage de l'évolution des salaires.

Le TUC n'est en fait unanime que pour condamner sans appel la politique gouvernementale et le rôle du chômage. Le directeur général, M. J. H. Thatchers (traitée entre autres de « chienne » et de « sorcière ») à la modération des revendications des salariés, a été élu président de la Confédération. M. Len Murray, qui a demandé à être réélu par Mme Thatcher, a toutefois déclaré qu'il entendait avoir avec elle une discussion franche et une action approfondie sur le problème du chômage et sur l'ensemble de la situation économique. Enfin, le directeur du Service national de la Confédération (C.B.I.), dont certains membres se plaignent de la politique gouvernementale, a coopéré avec les syndicats pour concevoir un programme de stratégie de M. Thatcher.

Le premier de ces textes, favorable à M. Callaghan, n'a été adopté que par moins de la moitié, déclarant qu'il entendait avoir avec le premier ministre une discussion approfondie sur le problème du chômage et sur l'ensemble de la situation économique. Enfin, M. Murray a invité la confédération patronale (C.B.I.), dont certains membres se plaignent de la politique gouvernementale, à coopérer avec les syndicats pour obtenir un renversement de la stratégie de Mme Thatcher.

De notre correspondant

jeunes Grecs étudiant en Roumanie.

Aucun problème fondamental ne se pose entre la Grèce et la Roumanie. Liées par une traditionnelle amitié et un riche patrimoine de civilisation et de souvenirs. Les dirigeants grecs et roumains ont développé les échanges commerciaux et la coopération technique, scientifique et culturelle. Divers travaux de forage ont été confiés par la Grèce aux experts et à des spécialistes pétroliers roumains, des entreprises industrielles mixtes ont été créées dans le nord de la Grèce. Et plus d'un millier de

● **Aide financière à l'Andalousie.** — Le gouvernement a annoncé mercredi 3 septembre qu'il avait débloqué des crédits d'un montant de 5,5 milliards de pesetas (78,5 millions de dollars) en faveur de l'Andalousie et de l'Estrémadure, gravement frappées par les chômage rural et la pauvreté. L'Andalousie recevra l'essentiel de ces crédits (4,6 milliards de pesetas). — (Rexter).

jeunes Grecs étudiant en Roumanie.

A Bucarest, les entretiens porteront sur la conjoncture internationale et la coopération régionale des Balkans. Ces entretiens permettront d'établir le bilan de ce qui a déjà été réalisé sur ce plan et de définir les priorités pour la coopération balkanique depuis la conférence d'Athènes en février 1976 et de dégager le cadre susceptible d'activer le processus en cours. Ces deux la coopération régionale et la coopération méditerranéenne sont des domaines très proches à cette région qui retardent la mise en place de structures plus précises et ne se limitent pas à la coopération bilatérale. Cependant, l'idée de la coopération saine du terrain face aux dangers potentiels, et la mise en œuvre de la coopération méditerranéenne sont des domaines qui ne peuvent être séparés.

Dans la mesure du possible, Athènes et Bucarest s'efforcent de préciser une politique de coopération méditerranéenne sous l'égide d'un commun sens d'inspiration.

Après un débat animé que la hiérarchie aurait préféré éviter, le congrès a finalement approuvé le voyage d'une délégation du TUC en Pologne, invitée par l'organisation officielle des syndicats polonais. Cette visite avait été critiquée par une minorité, dénonçant le silence équivoque observé par la direction du mouvement syndical à l'égard des grévistes de Gdanak.

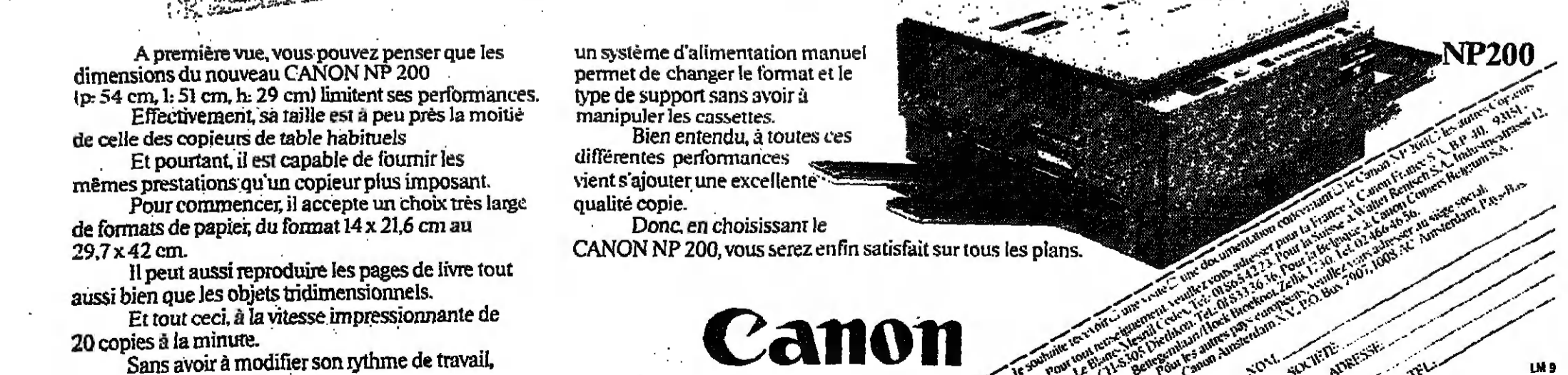
A propos de l'Europe enfin, le congrès a recommandé qu'un référendum ait lieu sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté. A une faible majorité, il avait refusé une motion demandant au gouvernement l'ouverture immédiate d'une négociation sur le retrait de la Communauté. Néanmoins, l'humeur du congrès était franchement anti-européenne.

HENRI PIERRE.

HENRI PIERRE.

Tous renseignements
vous seront communiqués
par téléphone au numéro
TÉL. 19-32-31/27-54
GENERAL DIAMONDS
PELIEAANSTR. 92 ANVERS.

 Fournisseur officiel des photocopieurs, calculatrices et appareils photos du Championnat européen de football 1980



A première vue, vous pouvez penser que les dimensions du nouveau CANON NP 200 (p: 54 cm, l: 51 cm, h: 29 cm) limitent ses performances. Effectivement, sa taille est à peu près la moitié de celle des copieurs de table habituels. Et pourtant, il est capable de fournir les mêmes prestations qu'un copieur plus imposant. Pour commencer, il accepte un choix très large de formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il peut aussi reproduire les pages de livre tout aussi bien que les objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail,

un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes.

Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie.

Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Canon

[illegible]

ASIE

Chine

Pékin va désormais suivre un développement économique plus « progressif »

Les dirigeants chinois sont désormais fermement orientés sur la voie d'un développement économique « progressif » et cette politique exige des aménagements tant en ce qui concerne les instances dirigeantes que l'organisation de la gestion des entreprises. C'est ce que montrent le train de mesures législatives adoptées ces derniers jours à Pékin par l'Assemblée nationale populaire et le récent discours de M. Yao Yilin, nouveau

ministre chargé de la commission de planification. Ce dernier a préconisé une politique économique qui tienne compte, dans une certaine mesure, du jeu du marché.

D'autre part, M. Hua Guofeng, président du P.C., a indiqué à M. Masatoshi Ito, ministre japonais des affaires étrangères, qui a achevé jeudi 4 septembre une visite à Pékin, que son prochain rempla-

cement à la tête du gouvernement par M. Zhao Ziyang avait fait l'objet de « discussions » au sein du comité central du parti. Ces propos pourraient signifier qu'une réunion de cet organe, qui n'avait pas été annoncée, a eu lieu avant la session de l'Assemblée. En tout cas, les propositions présentées à l'Assemblée concernant le remaniement du gouvernement chinois ont été faites au nom du comité central du P.C.

Portrait

NOUVEAU PREMIER MINISTRE

M. Zhao Ziyang : un administrateur expérimenté et prudent

Toute la réputation du nouveau premier ministre chinois s'est faite sur ses qualités d'administrateur à la fois réaliste et novateur. C'est un homme qui n'a pas peur de prendre les problèmes à bras-le-corps sur le terrain et qui peu d'obstacles semblent l'intimider.

Il avait à peine passé la trentaine lorsqu'il commença à se faire connaître comme l'un des principaux artisans de la réforme agraire au Guangdong, c'est-à-dire dans une province où le passage au régime communiste ne fut pas exactement spontané ni unanime. Près de trente ans plus tard, il réussira non seulement à remettre sur pied l'économie du Sichuan, sévèrement affectée par la révolution culturelle, mais encore à transformer cette province de cent millions d'habitants en laboratoire où seront expérimentées, avant d'être offertes en exemple à l'échelle nationale, diverses réformes aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture.

Politiquement, il est, pour autant qu'on le sache, tout le contraire d'un doctrinaire. L'un de ses collègues en Chine méridionale le décrit, au début des années 60, à la fois comme un « bon camarade qui soutient

toujours le président Mao » et comme un « homme capable de penser de manière indépendante ». C'est alors, dans toute la Chine, l'époque des années difficiles, consécutives à l'achèvement du Grand Bond en avant, à la rupture avec l'U.R.S.S. et à des calamités naturelles. Toujours au Guangdong, M. Zhao Ziyang se fait alors l'instigateur de mesures « libérales » très proches de celles qu'il « expérimentera » au Sichuan à la fin des années 70. Elles attirent les louanges du président Liu Shaoqi et, déjà, de M. Deng Xiaoping.

Ces antécédents lui valurent quelques difficultés durant la révolution culturelle, de même que sa longue association avec le grand « patron » de la Chine du Sud, Tao Zhu. M. Zhao Ziyang suit ce dernier dans sa chute et connaît quelques moments difficiles au contact des gardes rouges. Diplômé, il essaya de composer et rédigea même en 1959 une autocritique reconnaissant qu'il a eu tort de suivre la « ligne réactionnaire » de Liu et de Deng. Cet effort est mal accueilli et dénoncé par la presse de Canton comme une manœuvre trompeuse dont l'auteur est décidément irrécupérable.

Le « patron » du Sichuan là qu'il vivra, sans en être personnellement affecté, les secousses qui précéderont si souvent la mort de Mao il est vrai qu'il a fait son entrée au comité central en 1973 à l'occasion du dixième congrès du parti — celui-là même qui vit M. Wang Hongwen, le benjamin de la « bande des quatre », élevé à la vice-présidence du P.C., — et qu'en avril 1976 il fit comme tous les gens en place à l'époque et dénonça publiquement « les tentatives criminelles de Deng Xiaoping pour renverser la direction du parti et restaurer la bourgeoisie » (agence Chine nouvelle, 9 avril 1976).

M. Deng Xiaoping ne lui a pas tenu grief de ces paroles ou-

que c'est sous son autorité et son impulsion que M. Zhao Ziyang a gravi, quelques mois les derniers échelons du pouvoir — il n'est membre à part entière du bureau politique que depuis septembre 1979 — avant d'accéder à la tête du gouvernement.

La question qui vient néanmoins à l'esprit, à la lumière de ces trente ans de carrière, est de savoir jusqu'à quel point le nouveau premier ministre, au-delà de ses qualités d'exécutif habile et de directives émanant de détenteurs successifs du pouvoir, peut être un homme d'initiative, un innovateur authentique, armé de convictions personnelles. Ces derniers traits ne sont pas de ceux qui se révèlent aisément et sans danger aux échelons subalternes de l'appareil dans le système politique

chinois, et il faudra sans doute quelques années avant que M. Zhao Ziyang se sente la liberté de prendre des décisions significatives en son nom propre, sans le parrainage trop étroit de ceux qui l'ont porté au pouvoir.

Il y a à peine plus d'un an, tout son comportement respirait encore la prudence. Quelques jours avant le voyage qu'il fit en France en juin 1979, nous eûmes l'occasion de lui poser quelques questions sur les orientations récentes, à l'époque, de la politique agricole. Il y répondit avec courtoisie, mais en prenant soin d'ajouter que ses opinions ne représentaient qu'un « courant de pensée parmi d'autres » et qu'il ne prétendait aucunement trancher entre ce qui était bon et mauvais pour l'ensemble de la Chine.

« Rajeunissement »

Cet homme prudent, posé, n'en est pas moins censé incarner une relève des générations. A ce point même que quelqu'un a cru nécessaire de lui infliger un supplément de « rajeunissement ». Voici un an à peine, c'était un homme aux cheveux grisonnants, comme il sied en Chine au sein de la sécularisation, quand on est un personnage politique de premier plan. Il est apparu le 30 août à la séance inaugurale de l'Assemblée nationale populaire complètement transformé par une chevelure d'un noir rénové au point de tirer sur le rouge. L'effet est inattendu, mais ce genre d'adaptation d'un personnage à l'image qu'on veut en donner — ne désire-t-on pas « faire jeune » ? — est tout à fait courant en Chine. M. Hua Guofeng lui-même, autre dirigeant de province soudain projeté à Pékin, en donna l'exemple lorsqu'il se fit faire, en 1977, une physionomie digne du successeur de Mao Tse-tung.

Le détail montre seulement que M. Zhao Ziyang sait se conformer aux usages et aux exigences de la mise en scène. Plus délicat sera son apprentissage en

politique étrangère. Il est très rarement sorti de Chine et l'un de ses traits distinctifs est précisément d'appartenir à une génération de dirigeants qui n'ont pas eu l'occasion de faire autrefois le pèlerinage de Moscou et ne sauraient être conditionnés dans leur jugement par les captations d'une époque où leurs responsabilités étaient encore trop minces. Depuis qu'un destin national se dessine pour l'ancien premier secrétaire du Sichuan, des efforts ont été faits pour l'exposer un peu plus au vent du large. Avant son voyage en France, il avait accompagné en 1978 le président Hua lors de ses visites en Yougoslavie, en Roumanie et en Iran, et il a reçu plus récemment diverses délégations étrangères. Les relations internationales restent néanmoins un terrain sur lequel il manque d'expérience. Il est vrai que, dans ce domaine particulièrement, quelques temps risquent de s'écouler avant que les vétérans du régime — à commencer par M. Deng Xiaoping — ne laissent réellement voler de ses propres ailes.

ALAIN JACOB.

Le « patron » du Sichuan

Cette périphrase n'empêche pas M. Zhao Ziyang de refaire surface dès le printemps de 1979 dans l'organisation du parti en Mongolie-Intérieure. La chute de Lin Biao, la même année, va marquer pour lui le point de départ d'une nouvelle carrière. Car il est de nouveau envoyé à Canton, qu'il connaît bien, pour contribuer à y éliminer les influences locales de l'ancien ministre de la défense. Il s'acquittera assez efficacement et habilement de cette mission pour émerger lui-même, en 1974, comme premier secrétaire de l'organisation provinciale du parti au Guangdong. Dès l'année suivante toutefois, il est transféré, dans des fonctions identiques, au Sichuan, et c'est

là qu'il vivra, sans en être personnellement affecté, les secousses qui précéderont si souvent la mort de Mao il est vrai qu'il a fait son entrée au comité central en 1973 à l'occasion du dixième congrès du parti — celui-là même qui vit M. Wang Hongwen, le benjamin de la « bande des quatre », élevé à la vice-présidence du P.C., — et qu'en avril 1976 il fit comme tous les gens en place à l'époque et dénonça publiquement « les tentatives criminelles de Deng Xiaoping pour renverser la direction du parti et restaurer la bourgeoisie » (agence Chine nouvelle, 9 avril 1976).

M. Deng Xiaoping ne lui a pas tenu grief de ces paroles ou-

Inde

Les inondations dans l'Uttar-Pradesh affectent près de vingt millions de personnes

De notre correspondant

New-Delhi. — Alors que les habitants de l'Assam, dans le nord-est de l'Inde, appréhendent une baisse des eaux du Brahmapoutre et de ses affluents, ceux de l'Uttar-Pradesh, à l'est de la capitale, sont victimes d'une nouvelle crue du Gange, de la Yamuna et des rivières Ken et Sai.

À Varanasi (Benarès), le Gange, qui a dépassé le niveau critique sur une grande partie de son cours, de Allahabad à Ballia, et qui monte d'un centimètre par heure, a submergé une douzaine de quartiers de la ville sainte ; le principal centre de crémation — Manikarnika Ghat — est recouvert par 6 à 10 mètres d'eau. Alors qu'Allahabad est menacé par les eaux conjuguées du Gange et de la Yamuna, à Jaunpur, à 100 kilomètres à l'est de cette ville, la rivière Gomti a atteint le niveau record de 3,16 mètres au-dessus du point critique.

Dans l'ensemble de l'Etat, plus de trente mille cinq cents villages

sont affectés par les inondations qui ont, jusqu'à présent, entraîné la mort de près de mille personnes, victimes non seulement de la crue, mais aussi des glissements de terrain, des effondrements de maisons et des accidents de bateaux. Au total, près de vingt millions de personnes sont touchées par ces inondations qui affectent quarante-six des cinquante-six districts de l'Etat le plus peuplé de l'Inde : près de quatre-vingt-dix millions d'habitants. Quant au bilan financier (dépense causée aux propriétés, perte de récoltes), il s'élève actuellement à 1 240 milliards de roupies, soit environ 620 millions de francs.

P. Fr.

Corée du Sud

LE PROCUREUR MILITAIRE REQUERRAIT LA PEINE DE MORT CONTRE M. KIM DAE-JUNG

Séoul (Reuters). — On s'attendait, jeudi 4 septembre, à Séoul, que le procureur du tribunal militaire requière une condamnation à mort contre M. Kim Dae-jung, la principale personnalité de l'opposition. C'est ce qu'on a déclaré ses avocats à des journalistes étrangers.

M. Kim Dae-jung, arrêté en mai dernier, est accusé de « sédition », ainsi que d'atteinte à diverses lois sur la sécurité du pays et d'activités communistes. Il est jugé avec vingt-trois autres opposants.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• TRENTÉ ET UNE PERSONNES AU MOINS ONT ÉTÉ TUÉES en Angola lors de récents bombardements ou raids aériens du régime de l'ancien premier ministre, M. Nito Alves, chef du mouvement de libération nationale. Le ministre de la Défense, M. António de Almeida, a affirmé mercredi 3 septembre le ministère angolais de la défense. Quinze personnes ont été tuées et sept blessées, le 28 août, lors du bombardement de la ville de Xilede par deux Mirage, précède le ministère. Trois jours plus tard, des « troupes sud-africaines hélicoptères » ont occupé « cette même ville, selon le communiqué » (A.F.P.).

Iran

• QUATRE MILITAIRES IRA- NIENS ont été exécutés, mercredi 3 septembre à Abadan, après avoir été reconnus coupables de participation à la tentative de complot déjouée en juillet. Les suppliciés, deux capitaines, un lieutenant et un sergent, ont été passés par les armes après avoir été condamnés par la tribunaux islamique révolutionnaire de la ville.

Maroc

Le nombre total des exécutions ordonnées par la justice islamique à la suite du complot qui, d'après les autorités de Ténérif, visait à renverser le régime et à ramener l'ancien premier ministre, M. Hassan II, au pouvoir, s'élève désormais à quatre-vingt-seize. (Reuters).

Paraguay

• LE PRÉSIDENT DU SYNDICAT DES JOURNALISTES, M. Alcides González Delvalle, a été libéré, mardi 4 septembre, après deux mois de détention. Il a déclaré qu'il avait devant les tribunaux pour obtenir la levée complète des charges qui pèsent sur lui. Il avait été inculpé d'incitation à la désobéissance civile après avoir écrit une série d'articles sur le Paraguay. Le département d'Etat américain était intervenu en sa faveur. (A.F.P.).

Pérou

• GRÈVE ILLIMITÉE DES UNIVERSITÉS. — Cette grève a été entamée le mardi 3 septembre par trois cent mille personnes (professeurs, élèves et employés) afin d'obtenir des subventions, des augmentations de salaires, ainsi qu'une nouvelle loi universitaire. Ce conflit a entraîné un débrayage de quarante mille employés de banque (le Monde du 30 août). (A.F.P.).

Uruguay

• M. RAUL SENDIC, fondateur et principal dirigeant du mouvement de guérilla Tupamaros, doit être jugé par un tribunal militaire avec huit autres chefs de son mouvement, à partir du 15 septembre, selon le quotidien de Montevideo El País. M. Sendic avait été arrêté en 1971, à l'issue d'un affrontement avec les forces de sécurité au cours duquel il avait été blessé.

AMÉRIQUES

Bolivie

Libres opinions

Rompre toute relation avec la junte

Le colonel Reyes, membre de la junte militaire, a déclaré mercredi 3 septembre à La Paz que Mgr. Marique, archevêque de la capitale, « était possédé du démon » et qu'il « devait être exorcisé ». Le colonel veut également demander l'expulsion de tous les prêtres étrangers « se livrant à la subversion ».

A Washington, M. Quiroga, le nouvel ambassadeur bolivien de l'O.E.A. (Organisation des États américains) a été reçu avec une extrême froideur par ses collègues. Son discours a été interrompu par le représentant de la Jamaïque.

A Genève, M. Jos Nordmann, président de l'Association internationale des juristes démocrates, a rendu compte devant la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU de son récent voyage en Bolivie.

par JOE NORDMANN

Le 2 septembre, la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, réunie à Genève, a abordé l'examen des violations des droits de l'homme et des libertés publiques et m'a entendu en qualité de délégué de mon organisation qui, avec le représentant de la C.G.T. et de la F.S.M., s'est rendue en Bolivie après le putsch. A cette occasion, j'ai donné connaissance de la lettre des femmes et des mères des 900 disparus du village de Caracotas dont le texte venait de m'être remis. Bombardement, exactions sauvages, viols, tortures, la cité minière a connu les dévastations de la guerre. De la guerre interne, suivant la doctrine de la sécurité nationale, enseignée dans les écoles du Pentagone aux militaires latino-américains, et appliquée dans le coin sud du sous-continent.

Le processus constitutionnel a été interrompu, selon le général García Mesa « pour extirper le cancer marxiste ». La preuve de la préparation de la subversion nous a été montrée à La Paz au cours d'une mise en scène rocambolesque dans ce contexte sinistre, au ministère « de l'Intérieur et de la Justice », par la présentation d'une caisse d'antibiotiques envoyée par les services hospitaliers de l'ordre de Malte à M. Simon Reyes, secrétaire de la Confédération ouvrière bolivienne, qui est aussi député communiste.

« Nous n'avons pas d'armes. Notre arme est la justice et la vérité », s'étaient écriés les mineurs en grève à Oruro, dans une interview enregistrée à trois cents mètres sous terre.

La junte constate l'hostilité des États du pacte andin, en annonçant le retrait de la Bolivie. Devant le panorama complexe et contradictoire présenté par les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, le département d'Etat semble être à la recherche d'une politique appropriée. En refusant toute relation avec la junte, la France contribuerait à l'isolement de celle-ci et à la sauvegarde de son autorité morale.

El Salvador

GRAVES DISSENSIONS AU SEIN DES FORCES ARMÉES

San-Salvador (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.). — Une grave crise a éclaté au sein des forces armées salvadoriennes. Elle oppose les officiers modérés, partisans de poursuivre le programme de réformes du gouvernement civil et militaire, et les officiers d'extrême droite décidés à écarter d'abord les mouvements de guérilla de gauche.

La crise a éclaté le mardi 2 septembre à la suite du limogeage de plusieurs jeunes officiers modérés par le colonel Gutiérrez, membre de la junte de gouvernement, et commandant en chef des forces armées. Le colonel Majano, également membre de la junte, qui n'avait pas été consulté, a protesté avec énergie. Il aurait obtenu le soutien du commandement des forces aériennes. Le colonel Majano est accusé depuis plusieurs semaines par les conservateurs de « sympathiser avec la gauche ». Il a demandé aux chefs d'unités de ne pas tenir compte des décisions prises par le colonel Gutiérrez.

Mexique

« NOUS VOULONS TENIR NOTRE PLACE DANS LE MONDE » affirme le président Lopez Portillo

Mexico (A.F.P.). — Le Mexique va-t-il employer ses ressources pétrolières pour développer son industrie et perdre « une fois pour toutes le statut d'un pays qui a été marqué par un passé colonial », a déclaré le président José López Portillo, lundi 1er septembre, à Mexico dans son discours annuel sur l'état de l'Union. « Nous voulons, a-t-il ajouté, nous tenir sur nos deux pieds à de la junte de gouvernement, et nous ne voulons pas d'un siège arrière dans une sphère d'influence », en faisant allusion aux relations de son pays avec les États-Unis.

La croissance pour l'année 1980 devrait être de 6 % pour la seconde année consécutive. Le déficit commercial a diminué et le dette extérieure n'est plus que de 3 milliards de dollars, dont la plus grande part a été empruntée pour améliorer la production de pétrole. Enfin les réserves monétaires sont de 6,5 milliards de dollars.

Mais les experts du gouvernement estiment que cette année l'inflation passera de 20 % à 35 % à cause de l'augmentation des coûts au Mexique même et par suite de la récession que connaissent les États-Unis, le Japon et l'Europe occidentale. Ils estiment aussi que huit cent cinquante mille emplois doivent être créés chaque année.

AFRIQUE

Zimbabwe

SALISBURY ROMPT SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'AFRIQUE DU SUD

Le Zimbabwe a rompu officiellement ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud en retirant son personnel diplomatique de ses missions à Pretoria et au Cap et en demandant le rappel des représentants de ce pays, a annoncé, mercredi 3 septembre, le ministère de l'Information à Salisbury.

Le porte-parole du ministère a cependant laissé entendre que le Zimbabwe comptait sur le maintien des liens économiques et commerciaux entre les deux pays. La mission commerciale du Zimbabwe à Johannesburg reste ouverte et il n'a pas été demandé à celle d'Afrique du Sud à Salisbury de fermer ses portes. « J'ai devant la porte du garage », a-t-il dit.

(Vingt mille citoyens noirs du Zimbabwe travaillent dans les mines d'or sud-africaines et plusieurs milliers de blancs résident dans les missions à Salisbury et à Johannesburg. Les fonctions consulaires dans les deux pays seront assurées par les missions commerciales.)

préparations d'été ou annuelles et par correspondance

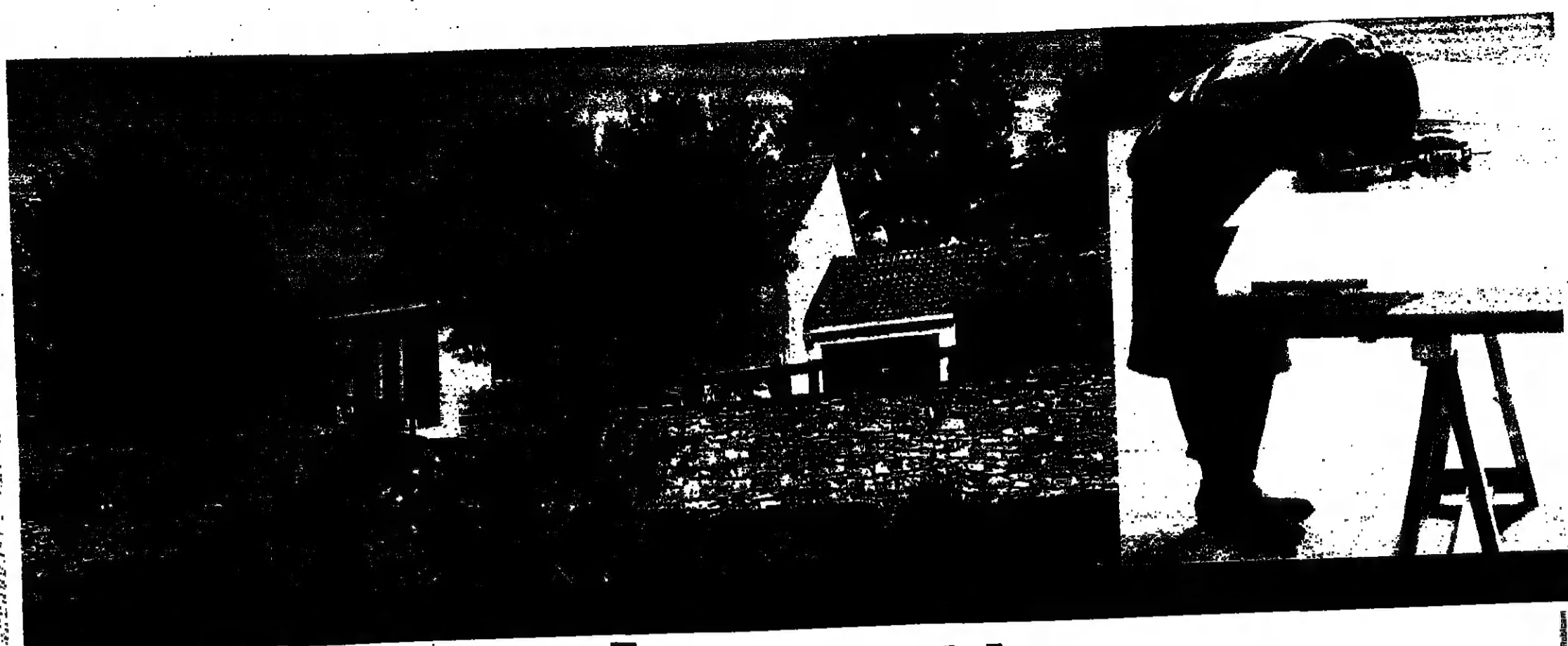
SCIENCE-PO

2 cours : bd saint-germain (prez St. P.) ou au lycée

CEPES 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94-745.09.19

enseignement supérieur privé

هكذا من الفصل



Sans les artisans nos maisons n'existeraient pas.

Faire appel aux artisans est une tradition du bâtiment. Sur chaque chantier, ils témoignent de leur passion du travail bien fait. Cette année, nous avons construit 15 000 maisons. Cette année, nous avons employé 14 500 personnes, dont 6 000 artisans, et, ainsi, donné du travail à 150 entreprises régionales. Plus nous construisons, plus les artisans travaillent.

MAISON PHENIX

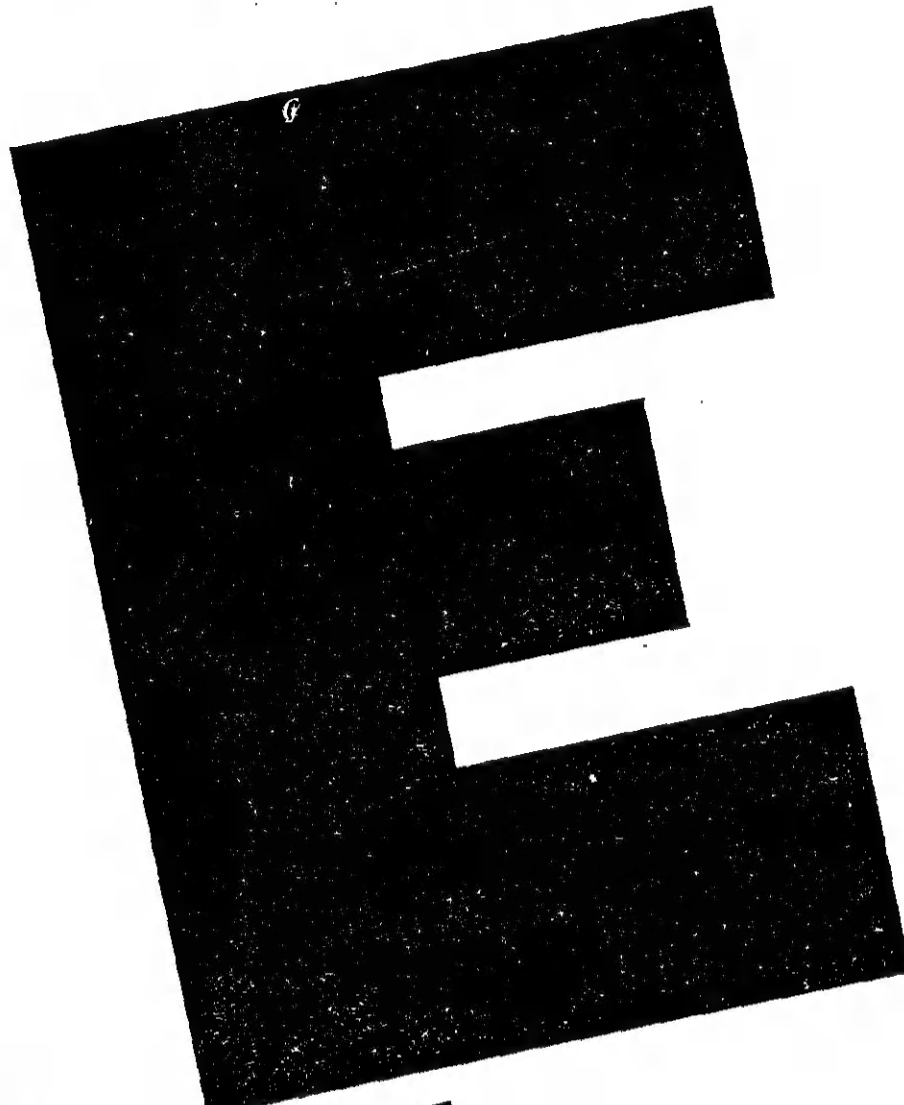


PHENIX : POUR QUE CHACUN AIT SA MAISON.



1981 - INFO COURTES

A partir du 5 septembre 80
commence chez Citroën
LA GRANDE ANNÉE "E"



E comme **E**conomie

L'Économie, tout le monde en parle...
chez Citroën, on agit...

Oui, cette année à partir du 5 septembre 80 chez Citroën, tous les nouveaux modèles ont été étudiés pour économiser le carburant : modification des boîtes de vitesses (Visa E - GSA Spécial - CX 2400) nouveau réglage des carburateurs moteurs plus sobres amélioration de l'aérodynamisme, etc.

E comme **E**conomètre

Mieux encore, certains modèles de la gamme 81 sont équipés d'un économètre, nouvel indicateur lumineux qui permet de mieux choisir son régime, donc de conduire à l'économie.

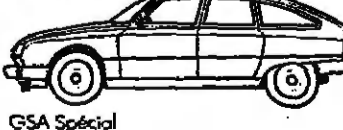
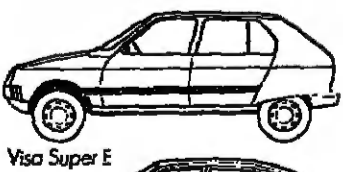
E comme **E**coplan

Écoplan, c'est le célèbre plan de location longue durée Citroën qui vous permet de partir au volant d'une Citroën neuve en utilisant l'une des nombreuses formules proposées, et même de partir sans payer.*

E comme **E**ssai

A partir du 5 septembre 80, rendez-vous chez tous les Concessionnaires Citroën. Les modèles 81 vous attendent : 2 CV 6, Dyane, LNA, Visa, nouvelle Visa Super E, GSA, nouvelle GSA Spécial, CX essence et Diesel. Vous pouvez les essayer, elles sont là pour ça.

* Conditions offertes notamment par CLV SOVAC. Sous réserve d'acceptation du dossier.



CITROËN

CITROËN TOTAL

CITROËN

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 3 septembre au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● RELANCE DE LA CONSOMMATION

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres une communication sur la situation économique et sociale et sur la politique économique et sociale pour les prochains mois.

L'ensemble des pays industrialisés importateurs de pétrole ont depuis le début de 1980, enregistré le plein effet des conséquences du deuxième choc pétrolier sur leur balance des paiements et sur leurs prix intérieurs. Les conséquences sur l'activité économique ont commencé à apparaître à la fin du printemps dernier.

La politique économique que le gouvernement mènera au cours des mois à venir se fixe comme objectif d'éviter que l'évolution économique internationale n'entraîne en France une récession et de maintenir un rythme d'activité permettant de prévenir une dégradation de l'emploi.

Le premier ministre a d'abord souligné qu'une hausse des prix trop rapide constituerait la principale menace pour la croissance et l'emploi. Les éléments d'un ralentissement de la hausse des prix sont aujourd'hui réels. L'ensemble des responsables économiques et sociaux du pays doivent concentrer leurs efforts pour qu'elle se traduise dès à présent dans les faits.

Il a ensuite indiqué que le gouvernement mènera au cours des prochains mois une action de soutien de l'activité économique par des mesures concernant la consommation et l'investissement.

L'action en faveur de la consommation revêtira les modalités suivantes :

1) Les 2,2 millions de familles qui bénéficient de l'allocation de rentrée scolaire recevront au début d'octobre, en plus de cette allocation, une prime exceptionnelle de 150 F par enfant à charge : 4,5 millions d'enfants sont concernés par cette mesure qui coûtera 700 millions de francs au budget de l'État.

2) En novembre 1980, le minimum vieillesse sera complété, à titre exceptionnel, par une prime de 150 F par personne. Cette mesure, qui concernera 2 millions de personnes âgées, contribuera à alléger leurs charges de chauffage. Elle s'ajoutera à la revalorisation du minimum vieillesse prévue par la loi du 17 décembre 1979.

3) Le pouvoir d'achat du SMIC sera majoré à l'occasion de la revalorisation qui interviendra en fin d'année.

4) Enfin, si l'effort de modération des dépenses de l'assurance-maladie continue de produire ses résultats, la majoration exceptionnelle d'un point de la cotisation des salariés pour l'assurance-maladie instituée en août 1979 sera supprimée en février 1981 conformément aux engagements pris par le gouvernement.

● L'INVESTISSEMENT

Le conseil des ministres a également approuvé les mesures suivantes en faveur de l'investissement :

1) L'agencement de secteurs du bâtiment sera soutenu par la mise en place, dès le mois de septembre, de dix mille prêts conventionnés supplémentaires dans le réseau des caisses d'épargne et dans les sociétés de crédit immobilières.

2) Une enveloppe supplémentaire de 1 milliard de francs est mise à la disposition des établissements financiers spécialisés pour le financement des investissements tournés vers l'exportation. Les conditions d'octroi des prêts en faveur des investisseurs créateurs d'emploi seront assouplies.

3) Le projet de loi de finances pour 1981 qui sera soumis au prochain conseil des ministres comportera une incitation fiscale en faveur de l'investissement productif.

4) Les conditions dans lesquelles s'est exercé jusqu'ici le budget de 1980 permettent de disposer d'un montant important de crédits pour les dépenses d'équipement et de crédit qui vont pouvoir désormais être engagées en totalité.

Le premier ministre a rappelé les quatre conditions qui doivent être respectées pour faire face aux conséquences du deuxième choc pétrolier et à la situation économique internationale prévisible :

— La poursuite de l'effort de modération des rémunérations ;
— Une exécution du budget de 1980 aussi proche que possible de la loi de finances initiale ;
— La maîtrise de l'évolution de la masse monétaire ;

● LE PRO SOCIAL

Le premier ministre a enfin rappelé que le dialogue social demeure un objectif essentiel du gouvernement.

Celui-ci souhaite que les négociations entreprises sur la durée du tra-

vail puissent aboutir prochainement sur une base équilibrée.

Le gouvernement adoptera en octobre un programme quinquennal de formation professionnelle.

Il déposera au Parlement, à la fin du mois de septembre, deux projets de loi de nature à favoriser le travail à temps partiel dans la fonction publique et dans les entreprises.

Il recherchera, en concertation avec les partenaires sociaux, les méthodes permettant de promouvoir et d'intensifier la politique menée en faveur des bas salaires et des rémunérations des travailleurs manuels.

Ainsi le gouvernement continuera à associer l'effort de redressement économique et financier du pays et la poursuite du progrès social.

● ARRÊT DE TRAVAIL ET PROTECTION DE L'EMPLOI

Le ministre du travail et de la participation a fait approuver par le conseil des ministres un projet de loi relatif à la protection de l'emploi des victimes d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, élaboré à l'issue d'une concertation avec les partenaires sociaux au sein du comité supérieur pour la prévention des risques professionnels.

Ce texte instaure une protection de l'emploi du salarié pendant la période d'arrêt de travail motivé par un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, ainsi que pendant la période de rééducation qui peut en résulter.

Il vise d'abord à assurer, dans toute la mesure du possible, la reprise de l'activité professionnelle du salarié dans l'entreprise où l'accident s'est produit, ou dans laquelle la maladie est intervenue. En effet, lorsque, à l'issue de la période de suspension du contrat de travail, le salarié est déclaré apte à reprendre son activité professionnelle, il retrouvera soit son ancien emploi, soit un emploi analogue assorti d'une rémunération équivalente. S'il est déclaré inapte à occuper son emploi précédent, l'employeur devra lui proposer un autre emploi approprié à son incapacité.

En cas d'impossibilité d'un tel reclassement, ou si le salarié n'accepte pas un reclassement qui entraînerait une modification substantielle de son contrat de travail, il bénéficiera, à son licenciement, d'une indemnité compensatrice de préavis et d'une indemnité de licenciement d'un montant double de celui de l'indemnité de droit commun.

● DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER ET AFFILIATIONS D'ORIGINE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi tendant aux départements d'outre-mer les dispositions du décret du 30 juillet 1979 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1979 fixant les modalités de circulation d'œuvres d'art.

● LA SITUATION DE L'EMPLOI

Les dernières statistiques disponibles sur l'évolution de l'emploi, salariat hors agriculture, ont été créées par les entreprises. Dans ces conditions, l'emploi salarié du secteur privé est passé de treize millions huit cent quatre-vingt-deux mille à treize millions sept cent quatre-vingt-trois mille.

Dans le même temps, le volume des licenciements économiques a diminué de 7,5 % au cours des six premiers mois de 1980 par rapport au premier semestre 1979.

Dès les prochains jours et au cours des prochains mois, le gouvernement intensifiera son action pour le soutien du nouveau pacte pour l'emploi afin d'aider les employeurs à offrir un emploi à tous les jeunes qui vont se présenter sur le marché du travail. Le ministre du travail et de la participation et les secrétaires d'État placés auprès de lui se rendront personnellement dans toutes les régions.

● LES CONDITIONS D'ENTRÉE DES ÉTRANGERS

Le ministre de l'intérieur a présenté ses communications sur les conditions d'entrée des étrangers dans notre pays.

La France, où plus de cent cinquante mille personnes bénéficient de la qualité de réfugiés politiques, entend demeurer fidèle à sa vocation de terre d'asile, d'accueil et de rayonnement culturel.

Le gouvernement apprécie à sa juste valeur le concours apporté à notre activité économique par les travailleurs étrangers en situation régulière, dont les problèmes sont traités avec attention.

Mais les bouleversements politiques et économiques intervenus ces dernières années, ajoutant au développement des moyens de trans-

ports, ont radicalement transformé le phénomène de l'immigration.

Pour éviter l'entrée sur le territoire national d'étrangers en situation irrégulière, susceptibles de constituer une menace pour l'ordre public ou de se livrer à un travail clandestin, générateur d'abus insupportables avec les exigences élémentaires de la dignité humaine, il appartient aux pouvoirs publics de renforcer les contrôles exercés à nos frontières.

Des directives précises ont été données aux fonctionnaires de police et de gendarmerie aux fins de détecter et de repérer systématiquement les étrangers qui tentent de franchir nos frontières dans des conditions autres que celles prévues par nos lois.

C'est ainsi que tout individu présentant des faux papiers ou porteur d'une arme se verra interdire l'entrée sur le territoire national sans aucune possibilité de régularisation ultérieure de sa situation.

L'ensemble du dispositif existant a été récemment renforcé par l'ouverture de nouveaux centres de contrôle aux frontières et par le rétablissement des visas pour les ressortissants de certains États.

● APRÈS LE CYCLONE ALLEN

Un an après les cyclones David et Frédéric, les départements de la Martinique et de la Guadeloupe viennent de subir les effets d'un nouveau cyclone (Allen).

Le président de la République a proposé au gouvernement qu'il se mobilise de nouveau d'un effort de solidarité nationale.

Pour les cultures de bananes de la Martinique, qui ont subi les plus grosses destructions, tous les planteurs seront indemnisés à 50 % de leur perte de récolte et de fonds. Le taux est porté à 70 % pour les petits planteurs.

Le même taux moyen de 50 % sera appliqué en Guadeloupe pour les récoltes de bananes. Il sera de 35 % pour les pertes de fonds. Les échéances des dettes contractées par les planteurs de bananes sont différées en attendant la mise en œuvre de mesures qui seront arrêtées après examen de leur situation financière.

Pour les autres secteurs de l'agriculture, les taux d'indemnisation seront compris entre 25 % et 40 %.

La réfection de la voirie nationale sera prise en charge à 50 % par l'État et les équipements portuaires seront subventionnés au tiers normal.

Le fonds public de secours aux victimes des calamités interviendra pour les biens des particuliers.

Une aide spécifique sera mise en place pour les travailleurs privés d'emploi à la suite du cyclone. Cet effort sera lié aux possibilités nouvelles ouvertes par la mise en vigueur progressive du régime d'indemnisation du chômage.

Avant la fin de l'année

LES PRÉSIDENTS DES CONSEILS RÉGIONAUX À MATIGNON

M. Raymond Barre a reçu, le mercredi 3 septembre, M. Michel Girard (R.P.R.), président du conseil régional de l'Île-de-France.

À la sortie de l'hôtel Matignon, M. Girard a indiqué que le premier ministre avait donné un accord de principe pour recevoir avant la fin de l'année tous les présidents des conseils régionaux de France. C'est la première fois qu'une telle rencontre aura lieu.

LE P.C. VA DIFFUSER LARGEMENT LE LIVRE DE M. MARCHAIS

M. Georges Marchais présentera mardi 9 septembre à la presse son nouveau livre « *Le Parti communiste* ». À cette occasion, le bureau politique du parti communiste soviétique, dans un long communiqué, félicite le livre de Georges Marchais et le considère comme la publication de ce type exceptionnelle. Il a décidé « de lancer immédiatement une campagne de diffusion du livre de Georges Marchais à l'échelle du pays. La fête de l'Humanité sera la première étape de sa vente massive » (les 13 et 14 septembre).

Préparation aux diplômes d'Etat
D.E.C.S. et B.T.S. comptabilité
dans le cadre prestigieux d'une Grande École de Gestion
Admission en 1^{re} année (bacheliers)
et en 2^e année (niveau bac + 1 an)
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION
Enseignement supérieur privé
137, avenue Félix-Faure, 75015 PARIS - Tél. : 554-56-80

مكتبة الزمان

TÉLEX PARTAGE
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS @ 745 2152

par NICOLAS BEAU

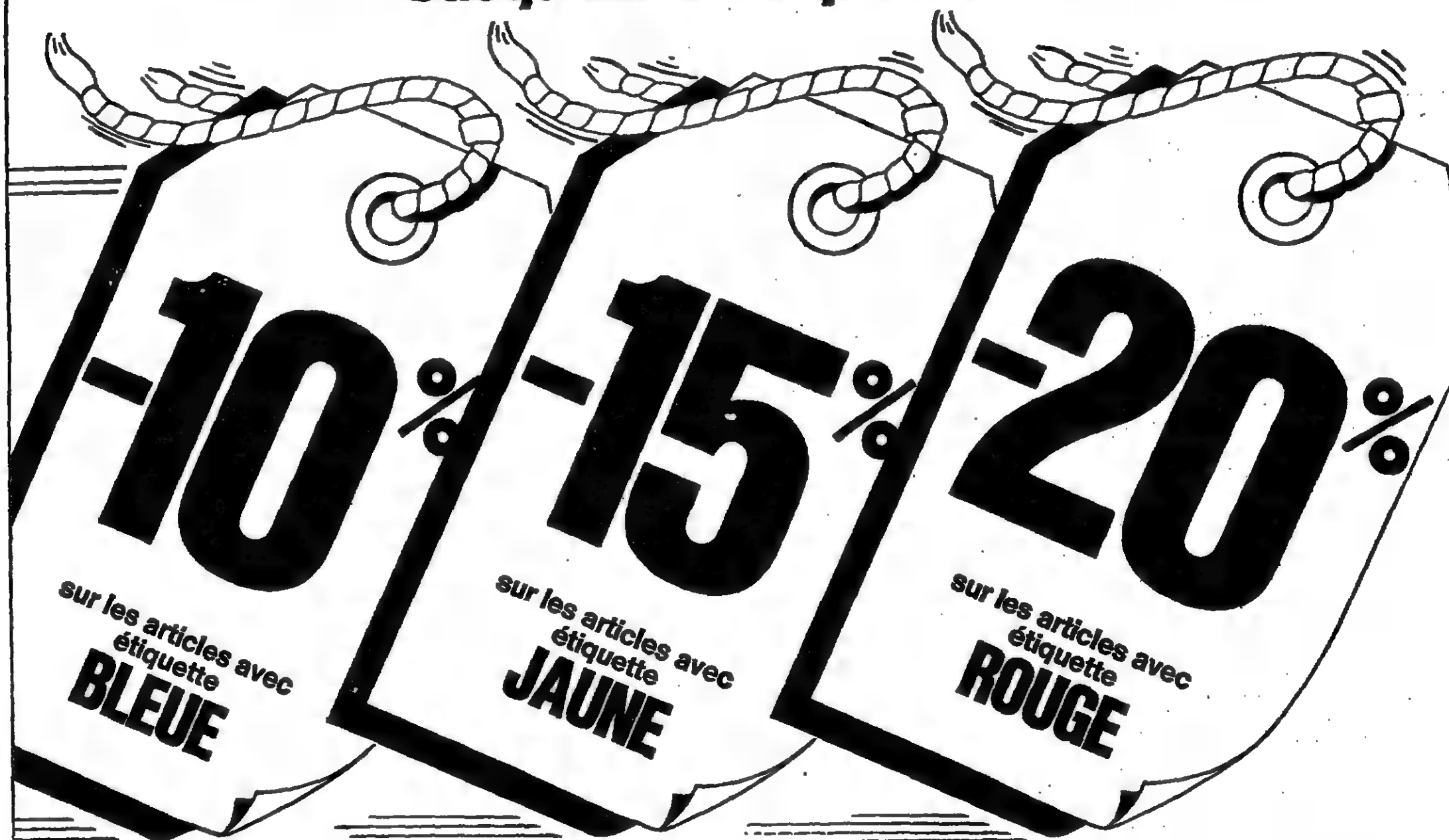
Le Champion
 GALERIES LAFAYETTE
 Choisi pour son prix, sa qualité, son style, cet ensemble grâté bicolore très « Rentrée des classes » 100% acrylique, 2 & 16 ans. Son prix est imbattable, c'est notre champion.
 Le 8 ans. ★★★★★★★★

125F

Galeries Lafayette
 RENTRÉE DES CLASSES JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

LE TIERCE DE LA RENTREE

Jusqu'au 20 Septembre



Remises directes à la caisse sur des milliers d'articles:
vêtements et accessoires hommes, femmes, enfants,
articles rentrée des classes,
équipement de la maison, loisirs,
signalés par les étiquettes

BLEUES-10 % • JAUNES-15 % • ROUGES-20 %

Samaritaine

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

مكتبة من الأدب

Saint-Marx démythifié par lui-même

(1) La ~~...~~ Mart,
Jacques Delperrié de ~~...~~

1. Mr. J. H. Smith
 2. Mr. J. H. Smith
 3. Mr. J. H. Smith
 4. Mr. J. H. Smith
 5. Mr. J. H. Smith
 6. Mr. J. H. Smith
 7. Mr. J. H. Smith
 8. Mr. J. H. Smith
 9. Mr. J. H. Smith
 10. Mr. J. H. Smith
 11. Mr. J. H. Smith
 12. Mr. J. H. Smith
 13. Mr. J. H. Smith
 14. Mr. J. H. Smith
 15. Mr. J. H. Smith
 16. Mr. J. H. Smith
 17. Mr. J. H. Smith
 18. Mr. J. H. Smith
 19. Mr. J. H. Smith
 20. Mr. J. H. Smith
 21. Mr. J. H. Smith
 22. Mr. J. H. Smith
 23. Mr. J. H. Smith
 24. Mr. J. H. Smith
 25. Mr. J. H. Smith
 26. Mr. J. H. Smith
 27. Mr. J. H. Smith
 28. Mr. J. H. Smith
 29. Mr. J. H. Smith
 30. Mr. J. H. Smith
 31. Mr. J. H. Smith
 32. Mr. J. H. Smith
 33. Mr. J. H. Smith
 34. Mr. J. H. Smith
 35. Mr. J. H. Smith
 36. Mr. J. H. Smith
 37. Mr. J. H. Smith
 38. Mr. J. H. Smith
 39. Mr. J. H. Smith
 40. Mr. J. H. Smith
 41. Mr. J. H. Smith
 42. Mr. J. H. Smith
 43. Mr. J. H. Smith
 44. Mr. J. H. Smith
 45. Mr. J. H. Smith
 46. Mr. J. H. Smith
 47. Mr. J. H. Smith
 48. Mr. J. H. Smith
 49. Mr. J. H. Smith
 50. Mr. J. H. Smith
 51. Mr. J. H. Smith
 52. Mr. J. H. Smith
 53. Mr. J. H. Smith
 54. Mr. J. H. Smith
 55. Mr. J. H. Smith
 56. Mr. J. H. Smith
 57. Mr. J. H. Smith
 58. Mr. J. H. Smith
 59. Mr. J. H. Smith
 60. Mr. J. H. Smith
 61. Mr. J. H. Smith
 62. Mr. J. H. Smith
 63. Mr. J. H. Smith
 64. Mr. J. H. Smith
 65. Mr. J. H. Smith
 66. Mr. J. H. Smith
 67. Mr. J. H. Smith
 68. Mr. J. H. Smith
 69. Mr. J. H. Smith
 70. Mr. J. H. Smith
 71. Mr. J. H. Smith
 72. Mr. J. H. Smith
 73. Mr. J. H. Smith
 74. Mr. J. H. Smith
 75. Mr. J. H. Smith
 76. Mr. J. H. Smith
 77. Mr. J. H. Smith
 78. Mr. J. H. Smith
 79. Mr. J. H. Smith
 80. Mr. J. H. Smith
 81. Mr. J. H. Smith
 82. Mr. J. H. Smith
 83. Mr. J. H. Smith
 84. Mr. J. H. Smith
 85. Mr. J. H. Smith
 86. Mr. J. H. Smith
 87. Mr. J. H. Smith
 88. Mr. J. H. Smith
 89. Mr. J. H. Smith
 90. Mr. J. H. Smith
 91. Mr. J. H. Smith
 92. Mr. J. H. Smith
 93. Mr. J. H. Smith
 94. Mr. J. H. Smith
 95. Mr. J. H. Smith
 96. Mr. J. H. Smith
 97. Mr. J. H. Smith
 98. Mr. J. H. Smith
 99. Mr. J. H. Smith
 100. Mr. J. H. Smith

VIDEOCOM 80

CONGRES INTERNATIONAL DE LA VIDEOCOMMUNICATION

Marché grand public de la Vidéo

Où en est le développement des marchés de la vidéo dans le monde : Amérique, Europe, Japon, et 4^e marché de la vidéo • Nouveaux produits, nouvelles technologies

■ **L'édition vidéographique grand public aujourd'hui ■** demain :

les problèmes posés et les **enjeux** de développement

● L'implication du cinéma, de la télévision et de la musique dans l'édition vidéographique grand public ● Comment vendre les nouveaux produits vidéo, hardware et software, comment les promouvoir et organiser leur distribution.

La vidéocommunication dans les entreprises, les collectivités, les associations, les marchés d'état

Pourquoi le choix de la vidéo pour les actions d'information, de communication, de formation • Comment l'implanter, prendre les bonnes décisions ■■ niveau de la production et de la diffusion ■■ programmes • Comment optimiser les coûts et évaluer les résultats.

La télématique dans le monde

Le point sur les systèmes opérationnels de Télémex et de Vidéotex • Les applications professionnelles de la Télématique dans les milieux d'affaires et en particulier la banque, le tourisme, la vente par correspondance.

Nouveaux médias :

nouveaux pouvoirs pour la presse et l'édition.

Vers une nouvelle technologie de l'information

● Les bases de données de la presse.

Copyright et piraterie.

Les problèmes juridiques posés par le développement du marché de la vidéocommunication.

Avec la participation de 180 experts internationaux :

[illegible][illegible]

VIDEOM 80

Pour information et inscription, s'adresser à : MIDEM ORGANISATION.
Tél : 505.14.03. Postes 158 et 159. 179, Avenue Victor Hugo 75116 Paris.



Léon ABRAMOWICZ
Emmanuel FEINERMANN

LES JUIFS DU DEFI

des juifs en Russie tsariste et en Union Soviétique au XX^e siècle. Importante iconographie et documents d'archives.

1 volume broché, 272 p., 95,00 F.

מחזור לראש השנה

RITUEL DE ROCHE HACHANA

Édition bilingue (Hébreu-Français)

1 vol. similicuir, 480 p., 80,00 F.

Édition unilingue (Hébreu)

1 vol. similicuir, 320 p., 45,00 F.

מחזור ליום כיפור

RITUEL DE YOM KIPPOUR

Édition bilingue (Hébreu-Français)

1 vol. similicuir, 480 p., 80,00 F.

Édition unilingue (Hébreu)

1 vol. similicuir, 320 p., 45,00 F.

מחזור לשלש רגלים

RITUEL DES TROIS FÊTES

Édition bilingue (Hébreu-Français)

1 vol. similicuir, 720 p., 80,00 F.

Édition unilingue (Hébreu)

1 vol. similicuir, 480 p., 80,00 F.

Grand Rabbini L. WOGUE

LE PENTATEUQUE

Traduction en français

1 vol. similicuir, 480 p., 80,00 F.

Rabbin Jean SCHWARTZ

UNE REGLE DE VIE

Traduction en français

1 volume broché, 320 p., 35,00 F.

תהלים - LES PSAUMES

Traduction en français

1 volume broché, 320 p., 35,00 F.

CHANTIERS DU RABBINAT

LE TALMUD DE BABYLONE

Traduction en français

1 volume broché, 320 p., 35,00 F.

TRAITE YOMA

Traduction en français

1 volume broché, 320 p., 35,00 F.

PROFESSEUR HENRI BARUK

LE JUDAÏSME ET LE PROPHÉTISME HEBREU

Devant l'Idolatrie

1 volume broché, 320 p., 35,00 F.

PRECIS DE GRAMMAIRE HEBRAÏQUE

1 volume broché, 320 p., 35,00 F.

Lucien LAZARE

OUI... JE PRIE

Cahier n° 16 de la Collection

« OUI... ». Sur les grands principes du judaïsme traditionaliste. 3,40 F.

colbo

EDITIONS-LIBRAIRIE

3, RUE RICHER, 75009 PARIS

770.21.81 - 770.60.76

JOURS D'ÉTÉ

JEUX

Solution du problème n° 29

« La chat-rade »

I. Charade :

1) Sirop d'écorce d'oranges amères (« Sirop » - « Oh ! des Corses ») - « Domm, ange ! » - « Ah ! Mère ! ».

II. L'assassinat du Sadi Casanova par l'anarchiste Caserio (Cassio - Cinna - deux - sadique - Arno - parle - à - arché - schiste - casse - fiole).

III. L'écrou de Mun (cf. parce qu'il est manique) (« Alémanique » - « beret basque » - « ber » - « Alé » - « man » - « Alémanique »).

IV. L'écrou de Mun (1841-1914), homme politique catholique français, sous les Céracles catholiques d'ouvriers et de lois sociaux.

V. Réponse au rébus : Dans la forêt soya orange, ma nièce Sophie sans cérémonie, dans le jupon sensé, dans le soulier, dans le soulier sans hache.

Nicephore.

Explication (peut-être) :

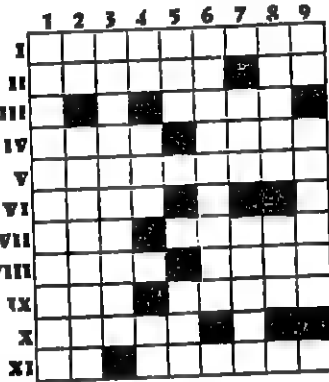
« Dans le grand (sauf a) rangé/ma nièce (sauf i)/devise (sans mon i)/de/tacon (sans c)/100 C (sans i)/avec/le (sans i) Céphora ».

J.-P. COLIGNON.

avec la solution du problème n° 28 de Jean-Pierre Colignon.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 278



HORIZONTALEMENT

1. Les gens qui ont fait que...

II. Nom de facteur...

III. Part au jeu de...

IV. Nom qu'on peut donner à...

V. Peut apparaître quand on est resté trop longtemps au bar...

VI. Dans la...

VII. Avant lui...

VIII. Elles sont claires, on voit comme il fait...

VIII. Inscription solennelle...

IX. Poème ; Compagnons...

VERTICALEMENT

1. On a rendu...

II. Redoublé...

III. Plus de poussière...

IV. En France...

V. Mot indiquant qu'on a...

VI. Grecque...

VII. Un grand...

VIII. Comme autrefois...

IX. Pour rien...

X. Qui avait donc...

XI. Gilette...

XII. Gilette...

XIII. Gilette...

XIV. Gilette...

XV. Gilette...

XVI. Gilette...

XVII. Gilette...

XVIII. Gilette...

XIX. Gilette...

XX. Gilette...

XXI. Gilette...

XXII. Gilette...

XXIII. Gilette...

XXIV. Gilette...

XXV. Gilette...

XXVI. Gilette...

XXVII. Gilette...

XXVIII. Gilette...

XXIX. Gilette...

XXX. Gilette...

XXXI. Gilette...

XXXII. Gilette...

XXXIII. Gilette...

XXXIV. Gilette...

XXXV. Gilette...

XXXVI. Gilette...

XXXVII. Gilette...

XXXVIII. Gilette...

XXXIX. Gilette...

XL. Gilette...

XLI. Gilette...

XLII. Gilette...

XLIII. Gilette...

XLIV. Gilette...

XLV. Gilette...

XLVI. Gilette...

XLVII. Gilette...

XLVIII. Gilette...

XLIX. Gilette...

L. Gilette...

LI. Gilette...

LII. Gilette...

LIII. Gilette...

LIV. Gilette...

LV. Gilette...

LVI. Gilette...

LVII. Gilette...

LVIII. Gilette...

LX. Gilette...

LXI. Gilette...

LXII. Gilette...

LXIII. Gilette...

LXIV. Gilette...

LXV. Gilette...

CARNET

Naissances

— M. et Mme Jean-Étienne LEPE-
TIT, Olivier, 1980, le 27 août 1980,
dans sa soixante-troisième année.
Mère a rejoint dans le sein du Sei-
gneur son époux.

Jean-Bernard,
le 12, rue de Clécy, 75009 Paris.

— M. et Mme ZARZA et Mme, née Liza
Boubill, sont heureux d'annoncer la
naissance de
Benjamin,
le 28 août 1980.

— J. et M. Appella
Kikabeth,
J'ai vécu aux Pays d'au matin
Apporter à mon père et à
ma maman tout le bonheur qu'ils
ont mérité.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle Delphine Clampei, sa petite-
fille,
Mlle Madeleine Clampei, sa sœur,
Mlle Denyse Clampei, sa sœur, sa
laboratoire.

— M. et Mme YVES CLAMPEL, son fils
et sa belle-fille,
Mlle

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
P.M. COMM. CAPITAUX

La. R. 67,00
La. R. 67,00
La. R. 67,00
La. R. 67,00
La. R. 67,00
La. R. 67,00

ANNONCES CLASSEES

ENCADRÉES
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
Le m/m col. T.C.
33,00 38,80
8,00 9,40
25,00 29,10
25,00 29,10
25,00 29,10

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

etap

Directeur d'usine
réf. AR 147 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER PLAN, réalisant des produits grand public, marque renommée internationale, crée une nouvelle usine dans le cadre de son expansion.
Nous recherchons le Directeur de cette unité qui commencera avec un effectif de 40 personnes et atteindra 200 dans deux ans. Ce poste conviendrait à un candidat, ingénieur ou niveau équivalent, ayant une solide expérience de fabrication dans un secteur de production grande série.
Avec l'appui des services fonctionnels de production mais avec une grande autonomie, il mènera l'établissement au meilleur niveau d'efficacité.
Nous recherchons un "patron" attiré par les problèmes d'animation et de formation d'une équipe, dans une société dynamique dont le taux d'expansion est important (plus de 50 % depuis plusieurs années).
Poste : ville 150 km de Paris.

Ingénieur analyste
réf. BO 101 AM

UN TRES IMPORTANT ETABLISSEMENT A VOCATION INDUSTRIELLE disposant d'un équipement ordinateur performant CHHS renforce son département études informatiques par un Ingénieur Analyste.
missions confiées : essentiellement les applications : gestion (comptabilité analytique, comptabilité générale...). Ce poste impliquant de fréquentes liaisons avec les services utilisateurs, pratique ou il faut une formation dans le domaine considéré, serait appréciée.
Ce poste conviendrait à un ingénieur ENSI, INSA, MIAG ayant au moins deux ans d'expérience comme analyste informatique.
Lieu de travail : ville côte méditerranéenne.

Jeune Ingénieur automaticien-electronicien
ESE, ENST, IEG, ISEP, ISEN...
réf. LV 118 AM

UN IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL recherche un Jeune Ingénieur désireux de s'orienter vers une carrière technique.
Dans un service chargé de la définition d'équipements pour navires, il aura des missions de conception d'ensembles ou de sous-ensembles faisant appel à des connaissances mathématiques de haut niveau et aux techniques de l'automatique : électronique et informatique. Ce poste permet des relations diverses avec les services d'étude et de fabrication.
Des possibilités de développement de carrière sont possibles dans cet organisme disposant d'importants moyens.
Lieu de travail : ...

Responsable comptable
réf. VI 142 AM

UNE SOCIETE FRANCAISE, DE CREATION RECENTE, filiale de groupes de premier plan, recherche son Responsable Comptable.
Il assurera les procédures et l'organisation de la comptabilité, qu'il assurera seul ou début en tant que comptable unique. Puis, à partir d'un recrutement de l'équipe qu'il animera, ainsi qu'à la mise en place des méthodes et moyens de gestion (comptabilité analytique, etc.).
Poste intéressant et évolutif pour un candidat DECS ou niveau équivalent, ayant minimum 3 ans d'expérience en comptabilité, acquise de préférence dans une PME.
Poste à Lille.

Jeunes responsables d'organisation

UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE DE 2000 PERSONNES propose des fonctions à l'échelle et formatrices dans son service Organisation et Informatique à :
■ un Jeune Ingénieur (INSA ou équivalent) capable de prendre en charge des missions successives depuis l'analyse du besoin jusqu'à la mise en place des solutions.
■ un Responsable de Production désireux de s'orienter vers des fonctions d'organisation.
réf. YH 145 AM
réf. YH 146 CM
Lieu de travail : Paris.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

etap

Directeurs de filiales
réf. WG 129 AM

GRANDE MARQUE FRANCAISE BIENS D'EQUIPEMENTS PUBLICS, recherche Directeurs pour sociétés filiales régionales, d'assistance technique et après-vente, Paris grandes villes province.
Il s'agit de postes très autonomes, impliquant un dynamisme commercial marqué des qualités indéniables d'organisateur, d'animateur et gestionnaire.
Ces postes peuvent convenir à cadres confirmés ayant assumé une petite ou moyenne entreprise des fonctions de directeur ; capables d'être les "patrons" de petites sociétés 30 à 60 personnes, sur les plans commercial, technique et gestion.

Directeur exportation
réf. UK 141 CM

LIMAGRAIN GROUPE AGRO-INDUSTRIEL FRANCAIS, un des premiers semenciers internationaux, nombreuses France étranger, recherche pour faire face à son expansion, son Directeur Exportation chargé de poursuivre le développement sur le plan international (30 % du CA).
De formation supérieure (de préférence agronomique), il devra disposer d'une solide expérience de négociation de marchés importants. Ces fonctions impliquent des qualités d'animateur pour diriger une équipe de professionnels assurant les contacts commerciaux, l'assistance technique et les études de marchés ainsi que des qualités de négociateur et de gestionnaire.
Connaissance indispensable de l'anglais, allemand vivement souhaité. Poste important et évolutif pour candidat performant.
Lieu de travail : Clermont-Ferrand.

Ingénieur confirmé Chef de production
réf. DT 148 AM

UN IMPORTANT GROUPE PAPETIER recherche le Chef de production d'une de ses usines dotées d'équipements automatisés et automatisés.
Rattaché au Directeur de l'usine, il aura la responsabilité des services fabrication et entretien.
Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou école équivalente ayant de solides connaissances en mécanique et électricité et ayant à 10 ans d'expérience de production acquise de préférence dans industrie lourde feu continu (une formation complémentaire aux techniques papeteries pourra être assurée si nécessaire).
Situation intéressante et belles perspectives d'avenir pour un candidat ayant quelques années d'expérience en tant qu'ingénieur et d'animateur.
Résidence ville agréable France.

Chef service informatique
réf. MU 106 AM

SOPELEM OPTIQUE ET ELECTRONIQUE DE PRECISION société française de 1500 personnes, 8 établissements, LEVALLOIS, recherche un Chef Service Informatique.
Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé 35 ans minimum, disposant 8 à 10 ans d'expérience pratique acquise dans industrie, capable d'animer équipe conception et exploitation de dix personnes environ. Il devra, dans le cadre de la mission confiée, assurer la mise en place et le développement de l'informatique dans les usines, assurer l'évolution des chaînes informatiques actuelles et prendre en charge le développement des nouvelles applications notamment la gestion de production.
Des connaissances en organisation générale sont souhaitées.

Juriste d'affaires haut niveau
réf. DN 111 AM

UN TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS recherche un Juriste haut niveau de formation droit privé (doctorat) ayant une expérience professionnelle, acquise en entreprise ou en cabinet spécialisé en droit des affaires.
Il aura un rôle de conseil, défense des intérêts du groupe, négociations tant dans le domaine des contrats et accords qu'en matière de droit des sociétés.
La connaissance de l'anglais est indispensable ainsi que des qualités de dynamisme, de contact, de disponibilité et des déplacements en France et à l'étranger.
Poste à Paris.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois internationaux

Responsable Méthodes - Industrialisation
140 000 F/an +

Notre Société, une PMI française performante dans l'équipement de la maison (C.A. 130 millions de francs), recherche pour son usine près d'une grande ville industrielle, au P.Ouest, à deux heures de Paris, son Chef de l'Usine et des Méthodes.
Rattaché au Directeur de Production, il sera responsable des méthodes (définition des temps, gammes, organisation de postes et d'ateliers, outillage), des études propres à la fabrication en vue d'améliorer la productivité, de l'industrialisation (mise au point de nouveaux modèles et de leurs définitions, recherche et choix de nouvelles procédures de fabrication). Il animera une cinquantaine de techniciens dont deux cadres.
Ingénieur diplômé ou similaire, âgé d'au moins 30 ans, il a des connaissances étendues et une solide expérience dans le domaine des méthodes.
Travail d'équipe dans une usine pratiquant des méthodes modernes : gestion.
Région agréable et facilités de logement.
Merci d'adresser vos candidatures à : M. J. M. François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

13 bis, rue ... 75008 PARIS

recherche pour ses bureaux
TUNIS - SENS - ...
Expérience en tant qu'entrepreneur
indispensable. Cadre
possibles. Situation
Membre du conseil d'administration
Société
S. r. l. italienne, 75007 Paris C. 99,
avec prétentions et non soumise.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE RENOMEE
recherche pour structurer son équipe REVISION, Commissaire aux Comptes Interit, Délégués de ...
S. r. l. italienne, 75007 Paris C. 99,
avec prétentions et non soumise.

RECHERCHONS VENDEUR HAUT NIVEAU
Matériel terrassements
Région-Marseille
Envoyer C.V. HAVAS n° 2741
75008 PARIS

BANQUE DE LA HENIN
recherche pour la PROVINCE
ATTACHÉS COMMERCIAUX
CLASSE III et IV

3 ans d'expérience minimum dans le domaine bancaire et/ou crédits immobiliers ;
Motivés pour la vente de produits financiers et attirés par la réussite commerciale.
Les candidats doivent accepter par avance une mobilité géographique périodique indispensable à leur promotion au sein de la Société.
Ecrire avec photo, C.V. et prétentions à :
B.I.H. - RECRUTEMENT
16, r. de la Ville Évoquée, 75008 Paris.

COTE-D'IVOIRE - ABIDJAN
INGÉNIEUR

recherche pour le 1^{er} ...
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DE GESTION FINANCIÈRE
35 ans minimum
Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce + D.E.S.C.
3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans l'ingénierie ou conseil.
Missions :
■ finances, ■ comptabilité, ■ contrôle, ■ gestion, ■ administration, ■ gestion personnel.
C.V. détaillé, photo et prêt, à :
REGIE-PRESSE
11 bis, rue ... Paris, qui transmettra.

INGÉNIEUR SOUDEUR

provenant de l'Institut de Soudure. Le postulant devra justifier : quelques années d'expérience et une très bonne connaissance de tous les procédés de soudage.
Le poste est à pourvoir rapidement.
Adr. candidature et C.V. à : **FXC-PUBLICITE**
10 - 91, rue Lecourbe - 75015 Paris, qui transmettra.

RECHERCHE ANIMATEUR

25 ANS MINIMUM
EXPERIENCE ANIMATION
AUDIO-VISUEL DYNAMIQUE DE ...
ORGANISATION
Homme de contact, de terrain et force personnelle.
Envoyez votre manuscrit avec C.V., références, prétentions, photo récente à l'Agence AGENA, 16 rue des Moutons, 74000 Annecy-le-Vieux qui transmettra (discretion assurée)

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs.
Et, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'est glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :
LE MONDE, Direction de la Publicité,
5, rue des Italiens, 75008 PARIS.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales et internationales de faire publier par leur siège leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ÉNERGIE

En dépit d'un désaccord persistant, Nord et Sud tentent de préserver l'avenir de la conférence mondiale

délégués, dans une « impasse », selon *l'Express*. Une initiative — encouragée par les grands industriels — économie du marché — du président du comité — ad hoc — de la session, M. Dupuy (Canada), pour parvenir à un arrangement susceptible de débloquer la situation, a été repoussée par la grande dit des 77. Une partie du développement qui sont au point vingt-cinq des 77 (du Wilmshurst).

voix: spécial

re et le mandat
de la commission
pour l'année
sur les rap-
putations unie-
ties. Les
diqué qu'en der-
rière le pouvoir la
sions, ainsi qu'il
admission, et

conduire les négociations, sans que
aurait été simplement « le principal
-rum » en coordination
Les langues sémantiques ont
ères au langage onusien, tant
une grande importance politique
quelqu'un s'agit « pour les
(mais aussi pour les Euro
s) de sauvegarder l'indépendance
négociation, et, en conséquence
se pouvoir de l'humanité
des (F.M.I., Banque mondiale
ATT. CHUQUÉ, etc.).

« Mais bien, la question de savoir si l'on traitera de quel (institution) est-ce que ça va être (hoo ?) est également très importante. Mais on ne s'attend pas à ça, en fait, qu'au début, on négocie sur la liste des sujets à l'ordre du jour, et on ne s'attend pas à ce qu'on adopte...

Questions économiques

Or, si les diplomates ne parviennent pas à mettre au point une procédure et un ordre du jour, que la conférence privée transnationale feu, quelles conclusions en tireront pas les médias et les entreprises et l'ONU ? L'accord est-il encore possible ? L'essentiel de l'examen de quelques-uns

EN AOÛT
LA PRODUCTION AUTOMOBILE
A ÉTÉ INFÉRIEURE DE 30 %
À CELLE DE 1970

L'Arabie Saoudite aurait pris le contrôle total de l'Aramco

Depuis 1973, les négociations sur la prise de contrôle de l'ensemble des entreprises pétrolières, nées de deux partenariats, ont été modifiées. En fait, depuis plusieurs années déjà, l'Arabie Saoudite agit seule pour la production d'huile, le prix du baril est en baisse et elle détient l'ensemble du capital des quatre compagnies étant opératrices de pétrole — à cours inférieur au prix de l'huile — lui le premier

Il faut attendre que les prix du pétrole se soient suffisamment changés. Mais il semble évident que les services publics continueront à enlever une part de la production nationale. Cette prise de contrôle pourrait avoir une portée politique principalement à usage de répression au moment où les profits des compagnies pétrolières sont énormes. Cette prise de contrôle au prix relativement bas du pétrole saoudien.]

L'assainissement du marché du porc

**BRUXELLES
ACCUEILLE FAVORABLEMENT
LES DEMANDES
DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS**

	DOURS DU		1 ^{er} MOIS		2 ^e MOIS		3 ^e MOIS	
	1	2	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	
E. U. - U.S.A.	4.1230	4.1280	15	35	15	40	15	40
R. P. (100%)	2.6530	2.6580	15	35	15	40	15	40
FR. (100%)	1.9015	1.9035	45	77	40	10	130	72
DM	2.2315	2.2335	48	29	108	13	130	130
Port. (100%)	2.1380	2.1390	7	25	13	110	130	130
F. S. (100%)	14.4935	14.4965	120	14	280	110	870	110
Gr. B. (100%)	2.6510	2.6520	11	25	110	110	130	130
L. (100%)	4.8520	4.8530	690	470	1385	1120	1430	1120
	8.9195	8.9230	800	380	830	1160	1680	1470

[illegible]**locaux indust.****immeubles**

pavillons

propriétés

proprietes

reprints.

domaines

villas

maisons de

(45 appart., restaurant
et magasins).
Prix F 9.700.000 /hypo-

Cloche - Faulcherottes,
Sous Gaudonville, Bois de nos

11, rue du Général-Ducrot,
62020 BULLEVAUX.

2 H PARIS
Magnifique PROPRIÉTÉ

77 BARBIZON
Centre, directement sur

chemin ■ chasse privées.

...the, Tel 65-70-90

Paris. plaine, marais,
gibier sauvage et laché.
repas compris F.
garanti.
sanglier A.
Tél.

Officiers ministériels

ET VENTES

PAR ADJUDICATION

UNE MAISON D'HABITATION A PARIS (14^e)

82, boulevard JOURDAN
LIBRE DE LOCATION - MISE A PRIX : 616.000 FRANCS
 Maison à usage d'habitation, 100 m², 17 p.
 99, rue de la Chapelle. Tél. : 42-31-13. M^{re} CHEVROT. PARIS, 18^e.
 M. Tronchet. Tél. : 742-31-13.

S.C.F. de l'Est et J. Tronchet, d'un Notaire
 HENRI QUILLARD (AISEN), 18, rue de la Chapelle, 18^e arr.
 A vendre par adjudication le samedi 1^{er} septembre 1980, à 14 h.

VILLE DE SAINT-QUENTIN (Aisne)
TROIS IMMEUBLES DE RAPPORT EN TROIS LOTS
PREMIER LOT : SAINT-QUENTIN, 22, place du Marché, immeuble
loué par bail commercial. Loyer annuel : 134.000 F (charges non

MISE A PRIX : 1.500.000 FRANCS
DEUXIEME LOT : SAINT-QUENTIN, 4, rue de la Justice, immeuble
loué par bail commercial. Loyer annuel : 23.975 F (charges non
comprises).

TROISIEME LOT : SAINT-QUENTIN, 138, bd Richelieu en 11, rue des Bains
La nue-propriété (sur réunir l'usufruit au décès de l'usufruitier
(jusqu'à 90 ans).
IMMEUBLE A USAGE D'HABITATION EXCLUSIVEMENT. Divisé en
5 appartements dont 3 loués en totalité. Loyer annuel 19.390,80 F

MISE A PRIX : 180.000 FRANCS
 Pour tous renseignements, s'adresser à : M^r **PLISSON**, notaire associé
 15 ter, rue du Gouvernement. 02108 SAINT-LOUIS (M) Tél. (23) 67-17-21

PAR ADJUDICATION

IMMEUBLE A GENTILLY (94)
64, rue Gabriel-Péri
et bureau de mécanique de précision

de commerce.
M^{re} Bernard SARIAC, à PARIS, 8^e.
70, Avenue Marceau. Téléphone 720-82-38. M^{re} REGNARD, Syndic à PARIS.

LE CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS

POINT DE VUE

Grâce pour le pêcheur

par GUY GUERMEUR (*)

Français ————— particulièrement
 durant ————— longue période de la mar-
 ————— lieux —————
 pouvant ————— à leur —————
 ————— mauvaise ————— faut en —————
 ————— nos ————— des —————
 puissants équilibrés —————
 ————— quel n'a-t-on ————— expliqué —————
 ————— l'opinion publique au lieu
 nier la ————— la question ?
 Pourquoi n'a-t-on répondu —————
 ————— inexacte ————— un amal-
 game : abusif ? Le gouvernement
 déclare ————— les prix
 ————— sur une ————— définitiva-
 ————— entreprises ————— à adapter.
 ————— la question —————
 ————— l'imagination, dans
 ————— la ————— la —————
 ————— plus ————— la pris-
 ————— livres, l'équillibre de la production

[illegible]

— Une norme de sauvegarde par une allocation à 30-40 millions par litre de carburant, mais que le C.E.C.E. fonctionne à son rythme européen, ne fonctionnant pas à la

[illegible]

de 1978

Ces deux régions périphériques, les plus démunies, souffrent-elles de la disparition des navires, des ports de pêche, des magasins de marées, des magasins de poissons, etc. ? L'affaire Manultra, dont on ne connaît que vaguement les faits, laisse alors surgir devant la commission les tragédies humaines et les responsabilités, pour des mesures s'imposent : la mer de l'Atlantique, les îles, les

— Une information
— Un débat au Parle-
— Une com-
— Une enquête

Importe-t-elle au moins le paillonnage
de l'alde; j'en compte le montant
— La prise en charge des frais
des ports de pêche qui sont
seulement payés à 60 % par
les services de la mer;
— La mise de fonds prévue
pour les prochains exercices
destinée à couvrir les pertes
liées à l'exportation et l'adap-
ter à l'exportation; aux
consommation;
— La mise de fonds régionale
pour assurer
correctement cette opération de velon-
sation; comme dans
un autre pays pour organiser
Ce message des élus, tantôt
plein accord avec les

[illegible][illegible][illegible]

temps, les hommes nous ont d'ailleurs, dans nos tentatives économiques européennes qui pourraient nous unir, nos ennemis. Les études de la culture ne peuvent surmonter ce langage du monde froid. Ils ont un charge les paroles de l'homme et les espérances de l'homme. Ils ont une la culture de la culture économique. Ils ont une la France, à nos études, ils font une analyse, ils

correspondant, ces mani-
ères de faire les choses sont
un moyen d'accréditer l'idée
que les Français, que
l'affaire Lip est un
confit de la manière de l'affaire Lip
Les syndicalistes rappellent que
la disparition de cette usine
mille huit cent cinquante salariés
qui emploie quatre mille person-
nes sous-traitants, auraient
conséquences inattendues
dans le système économique.

Saint-Etienne, le mardi d'un
fillet de Manufrance, à bord
Manus sont dans la rue pour le
Manufrance. La ban-
dette du intersyndicale C.G.T.
C.F.D.T., U.G.I.C.T., C.G.C.) pré-
sente une demi-douzaine de
conseillers municipaux certains de
leur écharpe blanche : « Non au
sabotage de Manufrance ». Une
pancarte parmi les manifestants
à la Manufrance que 600 employés
syndiqués. Une

Le conseil général du Finistère, parlant au nom des 100 000 bretonnes, qui représentent 20 % de la production française, a réagi en mai dernier. On tenir une réunion extraordinaire sur le thème d'«*économie de l'économie maritime*». Le 11 juillet (soit avant le conflit actuel), il a adopté un rapport que j'avalais avec la commission de la mer. Le gouvernement y avait invité

Mercredi, le préfet, M. Etienne, M. Boot, prêt à participer ronde « réclamée M. Sanguedolce, maire (P.C.F.) ville, « à condition qu'interviennent des éléments nouveaux » ce qui ne semble pas être le cas pour l'instant. Pour sa part, M. Boutrand, président chambre de commerce, a indiqué l'intersyndicale que

« Nous sommes allés dans la Loire ».

Rassemblement devant l'église d'Augustin. Le cortège s'est rendu vers 11 heures à l'esplanade des Invalides, où se sont retrouvés des travailleurs des diverses usines du groupe. M. Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T., et Mme Commernat, secrétaire générale de la Fédération C.G.T. du bâtiment, ont pris la parole. M. Séguin a remercié les participants.

lucidement les conséquences de la crise profonde. Le premier ministre a exposé les propositions concrètes pour une politique française des pêches maritimes. Les députés ont entendu une audience au premier ministre pour lui présenter la situation et les problèmes. L'affaire de Boulogne est l'élément à l'origine d'un litige international, confirme, quelques temps après, la réalité des problèmes. Finisère, premier département maritime de France. Le conseil du

Levee des hypothèques par
banques était de 100 millions
male *habituelle* », qu'elle
n'empêchait pas pour
La Milieu
France (MACIF) pourrait
de millions de M. Bou
trand a précisé qu'en
de bilan le jugement
pouvant rendu
liquidation biens, la
ne disposant pratiquement d'au-

■ **RECTIFICATIF.** — Dans le compte rendu des travaux de la 10^{ème} réunion de la commission nationale de conciliation sur la pêche industrielle, paru dans nos éditions datées 4 septembre nous écrivions : « Les effectifs seront aménagés », ce qui, en clair, veut dire qu'ils seront réduits. C'est la grande conception.

■ C.F.D.T. (1) ■ fallait lire

rapport toujours d'actualité, propositions pour un tel une réponse. Le scénario l'inacceptable n'a changé que problèmes fond n'ont ni évoqués, ni ni Le groupe la l'Assemblée nationale a conclu, mercredi, que le gouvernement portait une large responsabilité la dégradation de la commun

... à l'prix de...
... disent les syndicats...
réussiront-ils à... que l'en-
treprise ne... un for-
Chabrol, selon l'expression d'un
responsable de la C.F.D.T. ?
A Paris, mercredi après-midi,
M. Sanguedolce avait été reçu par
M. Monory. A l'issue de
l'entrevue, le maire de
... a déclaré que le gouver-
nement maintenait sa position

MONNAIES

**REPLI DU DOLLAR
ET DE LA LIVRE**

(*) Député R. P. R. du Finistère, président du groupe « mer de

de blocage ». Il a obtenu « une réponse très nuancée » à sa demande d'un premier versement immédiat de 50 millions de francs pour éviter le dépôt de bilan et a déclaré vouloir maintenir sa demande d'audience au président de la République.

Du balcon d'une papeterie en gros, boulevard Haussmann, des employés applaudissent le cortège. Le Slogan « Alliez les Verts ! » salue les manifestants. Ils étaient trois ou quatre cents.

Le 4 septembre sur les échanges, en raison du fléchissement des taux d'intérêt outre-Atlantique, il a valu 4,1225 F à Paris, contre un peu moins de 4,14 F, et 1,725 DM à Francfort, contre 1,78 DM.

De son côté, la Livre a perdu un peu de ses gains antérieurs sur des rumeurs d'abaissement du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre revenant de 2,42 dollars à 2,4960 dollars et de 10 F à 9,91 F.

L'or est resté stable au niveau de

{

jendi maran a verus de

U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE

10/11/19

مکرم

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

07-30

1

PLANIFICATION

Des arêtes dans le Plan

(Suite de la première page.)

On n'échappe pas à ces réalités. Oublier ces contraintes pour bâtir une économie-fiction aux couleurs roses, c'est purement et simplement tromper le public. Cela dit, et c'est tout à l'honneur du commissariat du Plan, de l'avoir prouvé, il n'y a pas, dans les limites économiques et politiques que nous connaissons, une seule voie possible pour répondre aux défis qui nous sont proposés à moyen terme. Suivant la variété des actions sur le budget, le pouvoir d'achat annuel, la consommation des ménages, les investissements, le Plan n'a pas présenté moins de vingt-sept scénarios possibles d'évolution de l'économie d'ici à 1985 (2). Lequel choisirait-il finalement? C'est là où les derniers débats vont être les plus serrés, si l'on sait que, selon les hypothèses choisies, le chômage, ou plus exactement la population disponible à la recherche d'un emploi, variera de deux millions deux cent mille personnes à quelque un million cinq cent mille.

M. Barre suivra-t-il la commission du développement, souhaitant que l'emploi soit traité comme un objectif prioritaire et non comme un résultat de projections?

C'est là — il ne faut pas l'oublier — un changement de perspective par rapport aux premières prévisions élaborées par le Plan. « Traditionnellement, lit-on dans le rapport de la commission de développement, l'emploi, comme d'autres variables macro-économiques (taux d'inflation, progression fiscale, besoins ou capacités de financement de la nation, des administrations publiques, etc.), est le produit conjugué d'hypothèses sur l'environnement international et la politique économique, privilégiée par le modèle de projection. La demande formulée par la commission de développement a consisté à faire fonctionner le modèle à l'envers,

c'est-à-dire à sélectionner, parmi un ensemble de mesures de politique économique, celles qui contribuent le plus efficacement à l'amélioration de l'emploi. » Cette stratégie ne correspond pas à ce que l'on sait de la doctrine du premier ministre, qui est plutôt du type : « Faites-moi de bonnes finances et je vous ferai une bonne politique de l'emploi. »

Autre sujet de débat entre le pouvoir et les planificateurs : la croissance des investissements. Dans le jeu des paramètres de la rue de Martignac, elle devrait tourner autour de 6 % par an pour maintenir (peûlement) la ligne des dépenses au chiffre de 1 500 000 (3). Ce qui implique une stabilisation du pouvoir d'achat, une faible consommation des ménages et une « désinflation » qui ramènerait la hausse des prix à 4 % par an ! Un tel effort peut-il être demandé au pays ?

L'embarras du gouvernement tient au fait que les exigences exprimées dans le Plan et celles d'une année électorale ne sont pas forcément compatibles. Mais il ne sera pas si facile d'échapper aux chuchotements de la rue : M. Debré jouera la « statue du Commandeur », et M. Barre ne serait pas fâché de rester fidèle au personnage qu'il s'est modelé depuis quatre ans, même s'il n'a été encore qu'assez peu payé de ses peines.

Dans le budget de 1981, la décision de favoriser durablement l'investissement va dans ce sens. Mais on aurait pu s'attendre que l'Etat donne l'exemple, et que des dépenses publiques de cet ordre, ainsi que la recherche, fussent stimulées. Rien de significatif n'apparaît de ce côté, alors que les calculs du Plan n'écartaient pas la méthode du déficit budgétaire pour dégager un peu plus d'emplois.

Autre arête du Plan : la stratégie de « désinflation ». Comme la reconnaissance sans mal les membres de la Commission du déve-

loppement, « l'efficacité des instruments classiques de lutte contre l'inflation n'est pas assurée, ou tout au moins exige des délais importants ». Mais les formules non conventionnelles, outre leur brutalité, présentent des dangers connus, eux aussi. La politique des revenus exige que soient réunies certaines conditions psychologiques et politiques. Un seul échec la condamne et interdit son utilisation pendant de nombreuses années, la difficulté principale apparaissant dans la synchronisation du mouvement des prix et des rémunérations. L'exemple de la Grande-Bretagne illustre les dangers de cette stratégie. Quant aux actions ponctuelles de blocage ou de baisse autoritaire des prix, on connaît également leur « face noire » : des dérapages inflationnistes difficilement contrôlables lors de la phase de sortie de l'opération.

Parallèlement, les décisions qui accompagnent la phase finale d'élaboration du VIII^e Plan, notons enfin la question du « partage du travail » pour améliorer l'emploi. Ce sujet a constitué le point central des réflexions de la commission du développement. Contrairement à certaines idées facilement répandues dans les milieux officiels, le rapport note que « la réduction du temps de travail est efficace pour améliorer l'emploi à condition qu'elle n'affecte pas la durée d'utilisation des équipements et qu'elle s'accompagne d'une modernisation de la progression des revenus ».

Le problème, en juillet, des négociations entre les syndicats et le C.N.F.P. sur la durée du travail va-t-il conduire le gouvernement à mettre une sourdine, sinon à gommer complètement, les suggestions du VIII^e Plan sur ce thème? Ce n'est en tout cas un mystère pour personne que ces thérapies contre le chômage ont toujours été sceptiques les pouvoirs publics.

Persuasion

Plus généralement, on ne peut dire, au reste, que M. Giscard d'Estaing ait une dévotion particulière pour l'idée même du Plan. Ce qui paraît étrange dans la mesure où il aime dans ses conférences de presse, ses discours ou ses écrits, brosser des perspectives à moyen ou à long terme.

Dans ces colonnes (4), Michel Crozier souhaitait que le VIII^e Plan fût une « entreprise de persuasion ». C'est sans doute à l'égard des gouvernants qu'elle serait le plus utile. N'est-il pas temps que l'on époussette un certain nombre de schémas ou, mieux, que l'on profite de ce moment où l'on lève le nez de la conjoncture immédiate pour réfléchir à des questions fondamentales du type : pourquoi la société industrielle fonctionne-t-elle si mal aujourd'hui? Qu'est-ce que le « bien-être » dans cette dernière partie du siècle?

De même faudrait-il revoir certaines corrélations qui ne paraissent pas aussi simples qu'on veut bien le dire. Ainsi en est-il, par exemple, du rapport entre la consommation d'énergie et la croissance (5). De même, les relations entre compétitivité et niveau des salaires n'ont rien de rigide. Comme le disait Edmond Malraux, lors des Rencontres internationales organisées les 3 et 4 juin dernier par M. Monory : « Les entreprises d'Allemagne fédérale, avec un coût salarial de 40 % plus élevé qu'en France, sont plus compétitives que les entreprises françaises ».

D'un autre côté, le concept d'emploi se fragmente par suite de la multiplication d'occupations atypiques (6) : la crise a déchaîné une recherche de métiers hors salariat ou en marge du salariat ; l'intérim s'est développé, ainsi que le travail à temps partiel ou la multi-activité (travaux dépendant de plusieurs employeurs). Cet éclatement devrait être pris en compte par les statisticiens pour mieux saisir le problème du chômage.

Si le VIII^e Plan doit aider au « redéploiement intellectuel », ce n'est pas seulement dans le sens de l'innovation et de la recherche technologique. C'est à la transformation du regard sur le monde qu'il lui faut travailler, à l'analyse la moins conformiste possible des situations et des attentes du Français de demain.

PIERRE DROUIN.

(2) Le Monde du 14 juin, article de Jean-Pierre Dumont.
(3) Alors que la croissance en volume de l'investissement productif total entre 1973 et 1978 a été de 19,5 % par an en moyenne ! En 1979, la France était le grand pays industrialisé qui consacrait à l'investissement la plus petite part du P.I.B. (le Japon 22 %, les États-Unis 20 %).
(4) Lire l'article de J. Rothman dans le dernier supplément « Europe » (Le Monde du 2 septembre).
(5) Lire l'article d'Henri Fuet dans les premières économiques du 29 août 1980.

AFFAIRES

Pour reconquérir le marché intérieur

SEIZE FABRICANTS DE CHAUSSURES LANCENT UN « CERTIFICAT DE QUALIFICATION »

Seize fabricants français, représentant 98 % de la production de chaussures de ville pour hommes, se sont associés au lancement d'un « certificat de qualification ». Ce certificat, qui sera délivré par l'association française pour l'étude et la promotion de la chaussure (A.F.E.C.), émanation du Centre technique du cuir, sera approuvé par certains sociétés de chaussures et garantira que celui-ci répondra aux critères de solidité, d'imperméabilité, de confort et de fiabilité.

Cette opération, lancée avec le concours de la Fédération de l'industrie de la chaussure de France, vise, pour l'essentiel, à valoriser la chaussure française, de plus en plus concurrencée par les importations. Au cours des six premiers mois de l'année, celles-ci ont atteint 15,8 millions de paires, soit 27,4 % de plus que l'an passé à la même époque, dépassant pour la première fois le niveau de la production française (7,8 millions de paires), qui n'a progressé que de 1,5 %, restant ainsi en deçà de son niveau de 1977. En dépit d'une progression de 19,2 % du volume des exportations au cours des six premiers mois, la balance du commerce continue de se dégrader, les exportations ne représentant plus, en valeur, que 65 % des importations. L'Italie, à elle seule, représente près de la moitié des importations de chaussures en France, mais les progressions les plus rapides ont été le fait, depuis le début de l'année, de la Chine (+ 8 %), de Taiwan (+ 4 %), et de la Corée du Sud (+ 35,7 %), spécialités surtout dans les articles en matières autres que le cuir (synthétiques, tissus, etc.).

LA RÉGIE RENAULT SE LANCE SUR LE MARCHÉ DU « PETIT VÉHICULE UTILITAIRE »

Après avoir occupé tous les « créneaux » du marché des voitures particulières avec une gamme qui compte désormais près de cinquante modèles de base, la Régie Renault se lance dans un domaine qu'elle a jusqu'ici mal exploré : le petit véhicule utilitaire de 800 à 1 800 kilos de charge utile, à mi-chemin entre l'automobile et le camion.

Sur ce marché en expansion (cent neuf mille véhicules vendus en 1979 en France, quatre cent soixante-quatre mille dans la C.E.E.), le groupe Renault n'était présent que par l'Estafette, vieille de vingt ans et mal adaptée à l'exportation, et par deux versions de base de gamme de la Savien. Pour combler ce retard, Renault lance en même temps deux modèles de base, la Régie Renault destinée à remplacer l'Estafette, et le Master (1 400 à 1 800 kilos). Présents équipés soit d'une traction avant soit d'une propulsion, soit d'un moteur à essence, soit d'un moteur Diesel, ces deux modèles offrent un total soixante-dix versions de base, plus une soixantaine d'adaptations (réalisées par des carrossiers spécialisés).

La gamme Trafic sera produite dans l'usine Chausson de Grol, le groupe Master dans la nouvelle usine de Batilly, en Lorraine, construite par une société commune à la Régie et à sa filiale poids lourds R.V.I. La responsabilité de la distribution en France et à l'étranger de ces nouveaux véhicules a été confiée à la direction commerciale de la Régie, elle sera donc assurée par le réseau voitures particulières. Renault espère vendre en France, dès 1981, jusqu'à trente mille Trafic et dix mille Master et fonde de grands espoirs sur les possibilités de vente à l'exportation de ces véhicules qui, au contraire de l'Estafette — non homologuée dans de nombreux pays étrangers — devraient pouvoir affronter avec succès leurs concurrents allemands, italiens ou japonais.

La Régie compte, avec ces véhicules, toucher une clientèle plus large que celle, traditionnelle des petits utilitaires (commerçants, petits transporteurs urbains, etc.), grâce aux versions les plus élaborées (camping-car, vans, etc.) de la gamme Trafic qui, ne nécessitant pas de permis de conduire spécial, devraient séduire une clientèle privée. La gamme des véhicules « sportifs » sera d'ailleurs complétée dès 1981 par le lancement, en France, de plusieurs modèles Jeep (à quatre roues motrices) adaptés au marché européen (moteurs Diesel et plus économiques en essence).

● **Déjà C.F.D.T. incrimé à Brest.** — Une vingtaine de délégués C.F.D.T. de l'usine C.S.F. à Brest ont été incrimés de « violation de domicile, dégradation de biens publics et atteinte à la liberté syndicale » pour avoir occupé la chambre patronale de la métallurgie, dégradé un train et mis en place des piquets de grève. Les mille sept cents salariés de l'usine C.S.F.-Brest avaient obtenu satisfaction après huit mois de conflit, en juin dernier. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE COCHERY

Au 30 juin 1980, pour les six premiers mois, le groupe Cochery, pour les seules activités courantes en France, a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 726 millions de francs contre 672 en 1979, ce qui représente une augmentation de 32 %, malgré cela, le carnet de commandes est en progression de 25 %.

essentiellement à un hiver décaissant durant lequel l'activité a été plus importante que l'an dernier. Pour la société Cochery, le chiffre d'affaires hors taxes est passé de 366 à 430 millions de francs, soit une progression de 17 % et la rentabilité, comme celle du groupe, sont en sensible amélioration.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 11 % décembre 1977

Les intérêts courus du 25 septembre 1979 au 24 septembre 1980 sur les obligations Électricité de France 11 % 1977 seront payables, à partir du 25 septembre 1980, à raison de 89 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F (montant global : 110 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 14,62 F, soit un net de 125,38 F.

Il est rappelé que les titres de la série désignée par la lettre « F » sont remboursables depuis le 25 septembre 1979. Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Commaire, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après : Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de France et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale algérienne de banque, Société marocaine de crédit, Banque de l'Union européenne, Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, Caisse centrale des banques populaires et toutes les banques populaires de France, Société centrale de banque.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 10,30 % 1978

Les intérêts courus du 25 septembre 1979 au 24 septembre 1980 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 10,30 % 1978 seront payables, à partir du 25 septembre 1980, à raison de 125,30 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,50 F (montant global : 145,80 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 20,50 F, soit un net de 145,80 F.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Commaire, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après : Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de France et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale algérienne de banque, Société marocaine de crédit, Banque de l'Union européenne, Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, Caisse centrale des banques populaires et toutes les banques populaires de France, Société centrale de banque.

un ouvrage fondamental

LES INSTITUTIONS SOCIALES DE LA FRANCE

Ouvrage collectif réalisé sous la direction de PIERRE LAROCHE

Conseiller d'Etat, Président de la section sociale du Conseil d'Etat

ÉDITION 1980, volume de 1 180 pages

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

PARIS (7e) : 29/31, quai Voltaire
LYON (3e) : 185, rue Garibaldi

(Publié)

S.N.C.Z. SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAÏROIS

DÉPARTEMENT DES APPROVISIONNEMENTS

CRÉDIT 902 ZR

RÉHABILITATION CHEMINS DE FER DU ZAÏRE S.N.C.Z.

La Société Nationale des Chemins de Fer Zaïrois (S.N.C.Z.) lance un Appel d'Offres International pour l'acquisition des équipements repris à la liste ci-dessous destinés à améliorer l'exploitation de son réseau ferroviaire.

Le marché est financé par la Banque Africaine de Développement. Les documents d'Appel d'Offres peuvent être obtenus dès à présent aux adresses ci-dessous. Le retrait de ces documents sera clos le 15 septembre 1980.

Les offres doivent parvenir sous pli fermé à la première adresse le 20 octobre 1980 au plus tard, date prévue pour l'ouverture publique des offres à Lubumbashi (ZAÏRE).

DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS

S.P. 297
Chaussée Kasanga - Téléphone 22/500
LUBUMBASHI (ZAÏRE)

BUREAU DE LIASON S.N.C.Z.
S.P. 10297
Building ONATRA 4^e étage - Téléphone 28810
KINSHASA (ZAÏRE)

AGENCE S.N.C.Z.
20, rue d'Artois, 1040 BRUXELLES
Téléphone 232.1375
(BELGIQUE)

LISTE DES ÉQUIPEMENTS :

- R.A.P. —
- D1 — Un Pont Roulant
- D2 — Machines-Outils
- D3 — Une Unité de production d'oxygène
- C — Piques de recharge directes

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAÏROIS

كتاب من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. QUI TRAVAILLERA ? : « Le chômage, cet inconnu », par Martial Lemoine ; « La femme au foyer », par Pierre Surault ; « Vers l'absence de masse », par Claude Legoux.

ETRANGER

3. LA SITUATION EN POLOGNE
5. EUROPE
— AUTRICHE : la chancelière Kreisky cherche à obtenir la démission de son ministre des finances.
6. Océanie
— AMÉRIQUES
— BOLIVIE : libre opinion : « Rempre toute relation avec la junte », par Joë Nordmann.
8. ASIE
— CHINE : Peking va suivre désormais un développement économique plus progressif.
7. PROCHES-ORIENT
— L'annonce de la reprise de la négociation israélo-égyptienne.
7. DIPLOMATIE
— La visite de M. François-Poncet en Tunisie.
— Conférence à New-Delhi du Commonwealth d'Asie et du Pacifique.

POLITIQUE

8. Les suites de l'affaire de Broglie.
— La préparation des élections sénatoriales.
10. Le communiqué du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

11. La dissolution de la FANE.
12. SPORTS
— TENNIS : aux Internationaux des États-Unis, Borg occide aux demi-finales malgré Tesser.
12. ÉDUCATION
13. MÉDECINE : « Faut-il rater les hôpitaux psychiatriques ? » (IV), par Nicolas Beau.

LE MONDE DES LIVRES

15. LE FEUILLETON de Jacqueline Flotier : « Cabinet-porcelaine », de Jean-Luc Bénédict.
— Jean-Pierre Millon à la recherche de Lancelotti.
— Saint-Marx démythifié par lui-même.
16. LA VIE LITTÉRAIRE.
17. CRITIQUE LITTÉRAIRE : à la recherche de Paul Nizan.
— ROMAN : André Sini et la médecine de chimie.
18. HISTOIRE.

CULTURE

20. CINÉMA : la Mostra de Venise ; le Festival des Films du monde de Montréal.
— JAZZ.

ÉCONOMIE

27. ÉTRANGER : le septième session des Nations unies sur le développement.
28. LE CONFLIT DES MARINIS-PÊCHEURS.
— POINT DE VUE : « Grâce pour les pêcheurs », par Guy Guesennec.
29. Les mesures de soutien prises par le conseil des ministres.
30. AFFAIRES

RADIO-TELEVISION (22)

— Annonce classées (25 à 27) ; Carnet (24) ; Journal officiel (23) ; Programmes spectacles (21) ; Loterie nationale, Loto (24) ; Mots croisés (24) ; Bourse (21).

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

A partir de 998 F dans un choix de 3.000 draperies

Fabrication traditionnelle

ROBES et TAILLEURS

SUR MESURE

Prêt-à-porter homme

Boutique femme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, PARIS (10^{ème})

Tél. : 742-74-01

Du lundi au samedi

de 10 h. à 18 h.

A B C D E F G

DANS SON DISCOURS DE RENTRÉE, A NANTES

M. Edmond Maire (C.F.D.T.) dénonce « l'alignement complet de la C.G.T. sur la politique d'isolement sectaire du parti communiste »

C'est dans un langage dur, constituant une ferme défense du pluralisme syndical et de l'autonomie de la C.F.D.T., que s'est exprimé M. Maire, secrétaire général de cette confédération, lors du meeting de rentrée à Nantes jeudi après-midi 4 septembre. Un discours qui confirme la volonté de la C.F.D.T. d'agir sur des thèmes revendicatifs prioritaires — et non pas tous alignés — et de tenir la dragée haute à la C.G.T., vivement critiquée.

Après avoir déclaré que « les mois à venir risquent plus d'être qu'une période d'attente » et que « la croissance capitaliste s'est enfoncée dans une impasse », M. Maire a insisté sur le mouvement ouvrier et a affirmé que « le mouvement ouvrier est confronté à de sérieuses difficultés ; il est profondément divisé, sur des problèmes essentiels ».

Face à la crise et aux mutations techniques et sociales, « une partie du mouvement ouvrier se réfugie dans des discours. Des discours purs et durs, mais des discours qui ne proposent en fait rien d'autre que de repartir dans les voies qui ont conduit le mouvement ouvrier à des échecs récurrents. Faire confiance au parti unique pour prendre l'Etat et changer la société. (...) Nous, C.F.D.T., avons sévèrement dénoncé ces insuffisances. Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est que la stratégie de nos camarades communistes et cégétistes ne conduit pas au socialisme, mais à un régime bureaucratique, statique et oppressif ».

M. E. Maire a accusé sévèrement la C.G.T. : « Le contrôle du P.C. sur tous les rouages décisifs de la C.G.T. est trop fort. Le rouleau compresseur est passé. (...) Le choix de la C.G.T. pour une longue période est anti-unitaire. Quel est le fond de l'orientation décidée par la C.G.T. le 16 juin ? Un alignement complet sur la politique d'isolement sectaire et de durcissement idéologique du P.C.F. Les thèmes de la guerre froide reviennent au premier plan. (...) »

« Accuser la politique de la C.F.D.T. d'être « des éléments de la stratégie impérialiste » ne mérite que mépris et dégoût (...). », a ajouté M. Maire. « Jamais, depuis vingt ans, la C.F.D.T. n'a été objet d'un seul des combats anti-impérialistes, contre la guerre américaine au Vietnam, contre l'adoption américaine à Fincrochet, contre les dictatures militaires du monde, mais aussi, camarades de la C.G.T., avant nous, sans nous, contre l'impérialisme socialiste. »

Pour l'unité d'action fondée sur le pluralisme

Au sujet des actions revendicatives de l'été, le dirigeant cégétiste a affirmé que la C.G.T. n'a été, à ce beau moment de la lutte de la pêche, de chez Dufour, être active chez Manufrance et partout où des conflits sociaux se sont déroulés dans ce pays. « Si la C.G.T. n'a été que la C.F.D.T. », dit-il, « la C.F.D.T. n'a été que la C.G.T. ».

« Si la C.G.T. n'a été que la C.F.D.T., c'est tout simplement parce que l'union de la C.F.D.T. et du parti communiste est inefficace. (...) L'essentiel, disent les cégétistes, c'est d'occuper le terrain pour faire parler la C.G.T. L'intérêt des travailleurs n'est rien à voir avec ce genre de surenchère ou d'agitation-spectacle. »

Et d'ajouter : « Nous regrettons profondément que la C.G.T. n'ait pas son congrès de Grenoble sur l'unité du parti communiste, qu'elle refuse maintenant d'inscrire dans une évolution positive des rapports entre nos deux organisations (...). Sur le fond de la conception syndicale, le virage de la C.G.T. à une signification : le refus du pluralisme. »

« La France se prépare à perdre 1 million de dollars à l'été 1980 du Golfe pour aider financièrement les organisations internationales humanitaires et tout particulièrement l'UNICEF, apprend-on après l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec le prince Talal Ben Abdel Aziz l'émir du royaume d'Arabie Saoudite, chargé par M. Kurt Waldheim de cette mission (Le Monde du 4 septembre). Cette somme sera, en particulier, destinée aux travaux d'adduction d'eau entrepris au Pakistan, travaux qui bénéficieront aussi à la population afghane réfugiée sur le territoire pakistanais. »

« La France se prépare à perdre 1 million de dollars à l'été 1980 du Golfe pour aider financièrement les organisations internationales humanitaires et tout particulièrement l'UNICEF, apprend-on après l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec le prince Talal Ben Abdel Aziz l'émir du royaume d'Arabie Saoudite, chargé par M. Kurt Waldheim de cette mission (Le Monde du 4 septembre). Cette somme sera, en particulier, destinée aux travaux d'adduction d'eau entrepris au Pakistan, travaux qui bénéficieront aussi à la population afghane réfugiée sur le territoire pakistanais. »

« La France se prépare à perdre 1 million de dollars à l'été 1980 du Golfe pour aider financièrement les organisations internationales humanitaires et tout particulièrement l'UNICEF, apprend-on après l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec le prince Talal Ben Abdel Aziz l'émir du royaume d'Arabie Saoudite, chargé par M. Kurt Waldheim de cette mission (Le Monde du 4 septembre). Cette somme sera, en particulier, destinée aux travaux d'adduction d'eau entrepris au Pakistan, travaux qui bénéficieront aussi à la population afghane réfugiée sur le territoire pakistanais. »

« La France se prépare à perdre 1 million de dollars à l'été 1980 du Golfe pour aider financièrement les organisations internationales humanitaires et tout particulièrement l'UNICEF, apprend-on après l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec le prince Talal Ben Abdel Aziz l'émir du royaume d'Arabie Saoudite, chargé par M. Kurt Waldheim de cette mission (Le Monde du 4 septembre). Cette somme sera, en particulier, destinée aux travaux d'adduction d'eau entrepris au Pakistan, travaux qui bénéficieront aussi à la population afghane réfugiée sur le territoire pakistanais. »

« La France se prépare à perdre 1 million de dollars à l'été 1980 du Golfe pour aider financièrement les organisations internationales humanitaires et tout particulièrement l'UNICEF, apprend-on après l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec le prince Talal Ben Abdel Aziz l'émir du royaume d'Arabie Saoudite, chargé par M. Kurt Waldheim de cette mission (Le Monde du 4 septembre). Cette somme sera, en particulier, destinée aux travaux d'adduction d'eau entrepris au Pakistan, travaux qui bénéficieront aussi à la population afghane réfugiée sur le territoire pakistanais. »

« La France se prépare à perdre 1 million de dollars à l'été 1980 du Golfe pour aider financièrement les organisations internationales humanitaires et tout particulièrement l'UNICEF, apprend-on après l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec le prince Talal Ben Abdel Aziz l'émir du royaume d'Arabie Saoudite, chargé par M. Kurt Waldheim de cette mission (Le Monde du 4 septembre). Cette somme sera, en particulier, destinée aux travaux d'adduction d'eau entrepris au Pakistan, travaux qui bénéficieront aussi à la population afghane réfugiée sur le territoire pakistanais. »

« La France se prépare à perdre 1 million de dollars à l'été 1980 du Golfe pour aider financièrement les organisations internationales humanitaires et tout particulièrement l'UNICEF, apprend-on après l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec le prince Talal Ben Abdel Aziz l'émir du royaume d'Arabie Saoudite, chargé par M. Kurt Waldheim de cette mission (Le Monde du 4 septembre). Cette somme sera, en particulier, destinée aux travaux d'adduction d'eau entrepris au Pakistan, travaux qui bénéficieront aussi à la population afghane réfugiée sur le territoire pakistanais. »

« La France se prépare à perdre 1 million de dollars à l'été 1980 du Golfe pour aider financièrement les organisations internationales humanitaires et tout particulièrement l'UNICEF, apprend-on après l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec le prince Talal Ben Abdel Aziz l'émir du royaume d'Arabie Saoudite, chargé par M. Kurt Waldheim de cette mission (Le Monde du 4 septembre). Cette somme sera, en particulier, destinée aux travaux d'adduction d'eau entrepris au Pakistan, travaux qui bénéficieront aussi à la population afghane réfugiée sur le territoire pakistanais. »

« La France se prépare à perdre 1 million de dollars à l'été 1980 du Golfe pour aider financièrement les organisations internationales humanitaires et tout particulièrement l'UNICEF, apprend-on après l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec le prince Talal Ben Abdel Aziz l'émir du royaume d'Arabie Saoudite, chargé par M. Kurt Waldheim de cette mission (Le Monde du 4 septembre). Cette somme sera, en particulier, destinée aux travaux d'adduction d'eau entrepris au Pakistan, travaux qui bénéficieront aussi à la population afghane réfugiée sur le territoire pakistanais. »

« La France se prépare à perdre 1 million de dollars à l'été 1980 du Golfe pour aider financièrement les organisations internationales humanitaires et tout particulièrement l'UNICEF, apprend-on après l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec le prince Talal Ben Abdel Aziz l'émir du royaume d'Arabie Saoudite, chargé par M. Kurt Waldheim de cette mission (Le Monde du 4 septembre). Cette somme sera, en particulier, destinée aux travaux d'adduction d'eau entrepris au Pakistan, travaux qui bénéficieront aussi à la population afghane réfugiée sur le territoire pakistanais. »

INQUIÉTUDE POUR LE PAYS HAUT DE LA LORRAINE

Peugeot-Citroën réexamine son projet de construction d'une usine sur le site de Beuvillers

De notre correspondant

Metz. — Le groupe Peugeot-Citroën a décidé de réexaminer son projet de construire une usine sur le site de Beuvillers (Meurthe-et-Moselle). Cette unité, qui représentait un investissement de 350 millions de francs, devait permettre de créer d'ici 1985 deux mille emplois dont 30 % auraient été occupés par des femmes. Il était prévu d'y fabriquer des joints homocinétiques destinés à équiper les véhicules à traction avant du groupe.

« Dans le contexte économique actuel, nous sommes obligés de reconsidérer le schéma initial », déclare-t-on à la direction de Peugeot S.A., société holding du groupe. On précise toutefois que le projet de produire des pièces destinées à automobiles Peugeot et à Citroën sur le terrain de Beuvillers n'est pas définitivement abandonné. Pour l'instant, on cherche d'autres formules et d'autres solutions, mais il est clair que si le projet de construire une usine sur le site de Beuvillers n'est pas définitivement abandonné, il sera difficile de respecter les délais et d'atteindre les chiffres de production et d'emplois fixés au départ. »

L'affaire semble considérablement gêner le gouvernement en raison des répercussions dénotant de cette décision. On ne saurait oublier que la construction de cette usine en Meurthe-et-Moselle nord, c'est-à-dire dans le pays haut, avait été annoncée en 1979 au plus fort de la crise de la sidérurgie lorraine (1). Il s'agissait alors de compenser au mieux, par des créations d'emplois dans l'automobile, les réductions massives d'effectifs consécutives au plan de restructuration des groupes sidérurgiques.

Au plus fort de la crise qui secouait alors la Lorraine, le gouvernement, en annonçant à grand renfort de publicité ces créations d'emplois, avait voulu faire la démonstration de sa volonté d'aider la reconversion industrielle de la région. Aussi, l'abandon du projet Peugeot-Citroën risque-t-il de porter un sérieux coup à la crédibilité du gouvernement dans l'opinion des Lorrains.

Il faut s'attendre notamment à de vives réactions de la part des élus. L'établissement public

(1) Peugeot-Citroën et Renault avaient annoncé le 19 avril 1979 la création de six mille emplois dans le pays haut de la Lorraine. Cinq projets étaient prévus : Peugeot-Citroën à Beuvillers (2.000 emplois) ; une fondation d'automobiles (1.000 emplois) à Villers-le-Montagne, construite par Peugeot-Citroën et Renault ; une usine (200 emplois) sur le site de Thionville, construite par Renault ; 1.800 emplois supplémentaires à l'usine de Tonnancourt, par une accélération du programme de la société mécanique des automobiles (1.200 emplois) ; l'implantation d'entreprises de sous-traitance devant assurer 2.200 emplois.

La nouvelle saison à R.T.L.

M. Raymond Castans, directeur de R.T.L., a broché, ce jeudi 4 septembre en fin de matinée, un tableau très satisfaisant de la saison 1979-1980 sur la station radiophonique, qui demeure en tête au classement des « classiques » de l'antenne (Anne-Marie Peysson, Michel Druker, Philippe Souveray, etc.), étant pratiquement intouchables, la direction des programmes s'est employée à apporter quelques plus-values à ce capital.

C'est ainsi que Jacques Martin, ancien de R.T.L., revient en tant qu'invité permanent des « grosses têtes ». Une émission de jazz est créée, le dimanche soir, à 21 h. 30, et confiée à Philippe Adler.

Chaque vendredi soir, à 22 h. 30, Max Meynier animera une émission sur l'actualité du cinéma. Puis, il enchaînera sur une émission consacrée aux cafés-théâtres, à laquelle seront conviés des journalistes de la presse écrite.

Mais c'est dans le secteur de l'information qu'auront lieu deux innovations :

— Tous les jours, un grand journal à 7 h. 30, qui sera dirigé par Alexandre Baloud, directeur des Informations, au cours duquel Philippe Alexandre fera son « billet » ;

— Le premier et le troisième lundi du mois — entre octobre et février — de 18 h. 15 à 19 h. 30, un débat politique réalisé avec la collaboration du « Monde ». Le

principe sera le suivant : l'invité, un homme dont le nom sera annoncé une semaine à l'avance. Les lecteurs du Monde et les auditeurs de R.T.L. seront alors conviés à lui adresser les questions qu'ils souhaiteraient poser.

Le jour de l'émission, l'invité, en direct, est interrogé par les journalistes un thème après l'autre. En cours d'émission, les lecteurs du Monde et auditeurs de R.T.L. appellent l'antenne et font part, selon un procédé existant à R.T.L. pour d'autres émissions (type « débat »), de leur jugement négatif ou positif.

A la fin de l'ensemble des questions sur un thème donné, les meneurs de jeu concluent en annonçant, thème par thème, si leur invité a convaincu ou non, les auditeurs.

ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL

cours extensifs en petits groupes
session d'octobre 1980

Les inscriptions sont ouvertes :
LANGUAGE STUDIES 260-53-70
350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS

icd institut technique
du commerce
et de la distribution

RECRUTEMENT IMMÉDIAT
DE LA PROMOTION 80-82

I.T.C.D. (Institut technique du Commerce et de la Distribution) est une école de gestion spécialisée dans un secteur dynamique et en expansion : la distribution.

30 jeunes gens et jeunes filles, de niveau Bac à Bac + 2, âgés de 18 ans au moins, seront sélectionnés pour suivre, 2 ans de formation technique, organisée en alternance (1200 heures d'enseignement, 1200 heures en entreprise) en liaison avec les entreprises et les milieux professionnels, débouchant rapidement sur un diplôme et des postes de responsabilités.

L'admission est prioritairement réservée à des jeunes attirés par le concret, motivés par le commerce et l'animation des surfaces de vente.

Renseignements et inscriptions :
I.C.D., 11, rue Viète, 75017 Paris. Tél. : 766.23.80

Établissement privé d'enseignement à but non lucratif

Le numéro du « Monde » daté 4 septembre 1980 a été tiré à 557 354 exemplaires.

PRUNIER Madeleine
est ouvert
TOUS LES JOURS
7, rue Dughot (1^{ère}), 260-36-04.

JE PRÉFÈRE ÊTRE IMPOPULAIRE OU IRRESPONSABLE

déclare M. Barre

(De notre envoyé spécial.)

Sélestat. — M. Raymond Barre a été reçu jeudi matin 4 septembre par les jeunes fascistes réunis en université à Sélestat. Il a participé à une séance de travail de la deuxième session de cette université.

Le chef du gouvernement a évoqué ses précédentes rencontres avec les jeunes fascistes et il a notamment souligné : « J'ai une mémoire d'éléphant. L'an dernier, à Saint-Pol-de-Léon, les jeunes se déclaraient contre moi et l'intensité du bruit qu'ils faisaient était proportionnelle à leur médiocrité. Je n'oublierai pas que dans ces jours-là nous nous sommes rencontrés, et cela nous a soutenu. Je n'oublie rien, et cela m'aide à rester. »

Interrogé par un des participants sur la médiocrité de sa popularité, le premier ministre a répondu : « Être populaire quand on veut gouverner ? Cela ne s'est jamais vu (...). Si on cherche la popularité, on n'accepte pas les fonctions gouvernementales. On se met dans l'opposition ou bien on écrit des articles. Dans ce cas, on est sûr de satisfaire tout le monde sans que cela soit à considérer. Je préfère être impopulaire qu'irresponsable. Bien sûr, les sondages n'ont qu'un intérêt : tant mieux si on fait gagner de l'argent aux Français. »

M. Barre a ensuite expliqué ses auditeurs les orientations de sa politique économique et sociale en reprenant les arguments qu'il avait employés la veille à la télévision, notamment en ce qui concerne la nécessité de repenser les hausses de prix pétroliers et d'ajuster les tarifs publics.

Il a réaffirmé qu'en 1980 la hausse des prix se situerait aux alentours de 13 %. Après avoir répertorié les raisons des diverses hausses de prix, il a indiqué : « Ces hausses n'ont pas eu d'incidences sur la tenue de la monnaie, car elles ne sont pas en deçà de ce qui se passe dans les autres pays. La démission du gouvernement, les données fondamentales de l'économie française sont maîtrisées (...). Certes, nous entendons que la libération des prix a été une catastrophe (...). Soyons sérieux : le contrôle des prix n'est pas la surveillance d'une gestion médiocrité, médiocrité, médiocrité, nous-mêmes le qualifions — de l'économie. Aucun pays au monde, sauf les pays socialistes, ne la pratiquait comme nous (...). Et, dans quelques années, si on se rend compte que nous avons mieux fait que nos seconds chocs pétroliers qu'un premier, et si on se rend compte que la mise en œuvre de l'emploi a cessé de se détériorer et si l'on se rend compte que les industries françaises ont retrouvé leurs capacités, ce sera parce que la liberté de gestion a été rendue à travers la liberté des prix. »

Le premier ministre a ensuite traité des réformes nécessaires pour le long terme en ce qui concerne les structures de l'agriculture, du service public et de la distribution : « La seule façon pour la France d'être un grand pays moderne est pour elle d'assurer entièrement la concurrence internationale. » — N. V. B.

M. JEAN MÉO, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DU R.P.R. :

le tohu-bohu des mauvaises nouvelles.

M. Jean Méo, secrétaire général adjoint du R.P.R., déclare :

« Ce n'est pas le tohu-bohu politique de la rentrée, comme le dit M. Barre, c'est le tohu-bohu des mauvaises nouvelles. La hausse des prix attend un rythme diabolique ; notre déficit avec l'Allemagne, les États-Unis et le Marché commun a doublé en un an ; les licenciements ont repris depuis les vacances avec des failles d'entreprises. »

« Certes, le franc tient, mais il est dopé par la hausse des taux d'intérêt. »

« Ces mauvaises nouvelles retiennent tout crédit aux projets du premier ministre dans le domaine économique et social. En quatre ans, la hausse des prix a augmenté de 50 % et le chômage a pratiquement doublé. Cela dit, il faut tenir jusqu'à l'élection présidentielle. Il faut changer cette politique d'illusions. C'est de la mauvaise foi de dire qu'il y a une seule politique économique, et le R.P.R. en fera de nouveau la démonstration courant octobre. »

Le numéro du « Monde » daté 4 septembre 1980 a été tiré à 557 354 exemplaires.

PRUNIER Madeleine

est ouvert

TOUS LES JOURS

7, rue Dughot (1^{ère}), 260-36-04.